

Covid-19 : Benbouzid plaide pour la poursuite de la vaccination pour renforcer l'immunité collective



P.03

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

N°3121 Jeudi 21 Octobre 2021 - Prix: 15 DA - www.seybouseimes.dz

**Nous informons nos
fidèles lecteurs et
lectrices de l'ouverture
d'un site web.**

**Veillez le consulter au :
www.seybouseimes.dz**

ANNABA

Prés de 7.883 manuels scolaires saisis et arrestation de quatre (4) individus

P.06



COMMERCE



**La chasse
aux spéculateurs
va commencer**

P.02

ÉDUCATION



**Poids des cartables
scolaires
Une commission
ministérielle pour
trouver des solutions**

P.04



ANNABA

Le projet de la grande mosquée remis sur la table... A quand la levée du gel ?

P.06

Le Premier ministre installe le Conseil national des statistiques

Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, a procédé, hier mercredi, à Alger, à l'installation du Conseil national des statistiques.

La cérémonie d'installation s'est déroulée au Centre international des Conférences (CIC) Abdelatif Rahal, en présence de quelques



membres du gouvernement dont le Ministre de la Numérisation et des statistiques Hocine

Cherhabil, des représentants de nombreux organismes et institutions gouvernementaux, des représentants des partenaires sociaux et du patronat.

Cette installation coïncide avec la Journée mondiale de la statistique, célébrée tous les cinq ans.

Le Conseil national des statistiques regroupe de hauts

cadres et experts nommés par décret exécutif pour une durée de quatre ans, des représentants d'administrations et d'entreprises publiques, des associations à caractère syndical et professionnel, des associations à caractère scientifique, culturel, économique et social, outre des personnalités reconnues pour leur

compétence en la matière.

Les membres du Conseil national des statistiques ont été nommés conformément aux dispositions du décret exécutif n° 21-249 dans le Journal officiel n° 45 pour l'année 2021, portant nomination des membres du Conseil national des statistiques dans son nouveau mandat.

Vers la concrétisation de réformes structurelles profondes

Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane a affirmé, mercredi à Alger, que l'activation du Conseil national des statistiques, après des années d'inactivité, permettra d'accélérer la réforme du système national des statistiques de façon structurelle et profonde.

Dans son allocution à la cérémonie d'installation du Conseil national des statistiques, M. Benabderrahmane a souligné que "le Gouvernement compte beaucoup sur ce Conseil dans sa nouvelle composante regroupant des experts et des cadres jouissant d'une grande expérience dans le travail statistique pour faire aboutir les réformes structurelles profondes engagées dans ce domaine".

Au titre de ces réformes, le Premier ministre a souligné l'importance d'une bonne coordination entre toutes les composantes du système national des statistiques pour "assurer une focalisation des efforts, en évitant de faire

les mêmes investissements dans différents secteurs".

Il convient également d'encourager l'utilisation commune des infrastructures de base des systèmes d'information et des bases de données, et d'accélérer l'interopérabilité des plateformes", ajoute le Premier ministre.

Les réformes visent également à unifier les méthodes de travail, et partant à éviter les disparités importantes relevées dans les indicateurs publiés, de manière à renforcer la fiabilité des statistiques officielles, a indiqué le Premier ministre, relevant qu'"aucune différence ou contradiction dans les chiffres et indicateurs officiels entre les entreprises et les administrations publiques n'est tolérée".

Les réformes prévoient, en outre, la révision du cadre juridique, car "il est inconcevable que ledit système soit régi en 2021 par un texte législatif de 1994", a-t-il précisé, ajoutant que "tout a changé à tous les niveaux,



y compris la nature même de l'information, outre les moyens de collecte, d'analyse, de stockage et de publication, en sus de la question de la régulation".

"Il est temps que l'information soit considérée comme une propriété publique, et partant il est nécessaire d'envisager, dans le cadre d'une révision du cadre législatif, à l'opération de régulation et aux modalités d'établir un mécanisme obligeant les producteurs de l'information, issus des entreprises publiques ou du secteur privé à produire des informations fiables et de qualité et leur mise à la disposition de tous les usagers pour améliorer la prise de décisions qui sera

certainement bénéfique pour l'ensemble de la société".

Il a également souligné l'importance de se mettre au diapason des progrès technologiques dans ce domaine, telles que les big-data, le cloud et l'intelligence artificielle, outre la nécessité d'adopter les normes internationales en matière de collecte et de traitement des données statistiques, ainsi que d'assurer leur sécurité et les conditions de préservation de la souveraineté technologique et numérique.

Le système national des statistiques doit prendre en compte la question des engagements internationaux de l'Algérie en

terme de garantie d'indicateurs socio-économiques, dont l'Agenda 2030 pour les Objectifs de Développement Durable des Nations Unies, comprenant plus de 132 indicateurs statistiques, et l'Agenda Africain 2063 de l'Union Africaine (UA) avec plus de 88 indicateurs.

Il a estimé que la faible réponse du système national des statistiques aux exigences liées aux indicateurs de classifications internationales, place souvent l'Algérie dans des classements ne reflétant pas son développement réel, en contraignant les organismes de classification à recourir à des estimations ne reflétant pas la réalité.

Le Premier ministre a appelé tous les acteurs au sein du Conseil, de manière "urgente", à mettre en place une stratégie nationale de développement des statistiques prévoyant un retour aux différents travaux statistiques mis de côté depuis des années, comme les enquêtes sur les revenus et les dépenses des ménages.

Commerce :

La chasse aux spéculateurs va commencer

Intervenant, mercredi sur les ondes de Radio nationale, le Directeur-général de la régulation et l'organisation des marchés au ministère du Commerce, promet de tordre le cou aux pratiques frauduleuses sur les produits de large consommation.

« L'arsenal de textes juridiques sera renforcé pour s'adapter à la nouvelle loi criminalisant la spéculation.

La loi 04-02, relative aux règles fixant les pratiques commerciales, est en cours de révision pour



mieux définir les concepts de spéculation, de pénurie ou autres, pour travailler en toute transparence, car le projet de loi sur la lutte contre la spéculation illicite, définit également quels agents doivent intervenir, les

agents du commerce, du fisc et des officiers de police judiciaire, seuls habilités à constater, selon le projet de loi», affirme Sami Kolli, dans cette veine.

Pointant « un chiffre d'affaires dissimulé estimé à 60,1 milliards DA », il rappellera la décision prise en Conseil des ministres, de durcir les sanctions légales contre de telles pratiques.

Kolli explique que si le stockage pouvait entrer dans le bon fonctionnement de l'activité commerciale, constituant, ainsi, un droit, il reste qu'il faille « les

justifier et les déclarer », a-t-il prévenu.

Dans ce même contexte, et s'agissant de la facturation, il a indiqué que son secteur, et après avoir défini comment se présentait une facture fictive, une facture falsifiée ou encore une facture de complaisance, allait se lancer dans « la chasse à ces pratiques frauduleuses ».

En parallèle, le responsable du commerce a fait état de dispositions en aval, précisant qu'un schéma national directeur pour l'implantation des espaces

commerciaux ; tendant à introduire la notion "d'urbanisme commercial" pour une meilleure régulation du marché, était en chantier, expliquant que « Nous avons profité de la réouverture du schéma national de l'aménagement du territoire pour y inclure le secteur du Commerce. Nous disposons d'une étude menée avec des experts internationaux qui va nous permettre de mettre en place un schéma national directeur pour l'implantation des espaces commerciaux ».

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

Edité par la S.A.R.L MEDIACOM PRESSE
Direction, rédaction et administration :
46, rue Emir Abdelkader - Annaba

Directeur general :
Bicha salim
Directeur de la publication :
Noureddine Boukraa
Directrice de la rédaction :
Bicha Bariza Nesrine
Tél/Fax : 038 45 58 35
Tél/Fax : 038 45 58 36
Tél/Fax : 038 45 58 37
Email: redactionseybouse@gmail.com

P.A.O SEYBOUSE Times
Site web: www.seybouseimes.dz
Email: redaction@seybouseimes.dz
contact@seybouseimes.dz
Facebook : SEYBOUSE TIMES
Impression : SIE Constantine
Diffusion : EUURL K.D.P.A cité Benzekri
Bât F N ° : 424 Constantine

Pour votre publicité,
s'adresser à l'entreprise
nationale de communi-
cation d'édition et de
publicité, ANEP. SPA,
1 AVENUE PASTEUR
ALGER
TEL : 021/71 16 64
021/73 71 28
FAX : 021/73 95 59
021/73 99 19

Les manuscrits, photo-
graphies ou tout autre
document et illustration
adressés ou remis
à la rédaction ne seront
pas rendus et ne feront
l'objet d'aucune
réclamation.
Reproduction interdite
de tous articles sauf
accord de la rédaction

Covid-19 : Benbouzid plaide pour la poursuite de la vaccination pour renforcer l'immunité collective

Le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid a appelé, mardi à Alger, les citoyens à "poursuivre la vaccination" pour renforcer l'immunité collective et se prémunir contre la pandémie du coronavirus (Covid-19).

Dans une déclaration à la presse au terme de sa participation au lancement officiel de la nouvelle saison des scouts de l'Association des anciens scouts musulmans algériens (SMA), M. Benbouzid a appelé les citoyens

à "poursuivre la vaccination pour renforcer l'immunité collective et se prémunir contre la pandémie du coronavirus de manière à atteindre un taux de vaccination de 75%", sans toutefois écarter "une éventuelle quatrième vague du virus".

"Ces derniers jours, les centres de vaccination ont enregistré une faible affluence des citoyens devant se faire vacciner, vu le recul des nouveaux cas", a-t-il fait remarquer, exhortant les citoyens à "faire preuve



de vigilance, en respectant les mesures préventives et sanitaires".

"Nous disposons de 10 millions de doses de vaccin et devons

recevoir 3,6 millions de doses supplémentaires outre la production nationale du vaccin", a-t-il rappelé, considérant que cela "est suffisant pour une

bonne prise en charge de toutes les catégories".

Tous les moyens médicaux sont disponibles pour la vaccination des citoyens dans "les meilleures conditions", a précisé le ministre, rappelant les opérations de sensibilisation et les caravanes de solidarité organisées à l'effet de renforcer la prise en charge sanitaire, notamment au profit des habitants des régions isolées outre la mobilisation de plusieurs espaces et autres structures publiques.

37 médicaments importés sont passés à la production locale



Quelque 37 médicaments importés sont passés à la production locale dans des segments à forte valeur ajoutée, durant les cinq premiers mois de l'année 2021, a indiqué le ministère de l'Industrie pharmaceutique dans un communiqué.

Selon la même source, le Comité économique intersectoriel des médicaments a réussi à orienter les investisseurs vers des produits à forte valeur ajoutée, avec 37 médicaments importés qui sont passés à la production locale, constituant une substitution

directe à l'importation et 16 premiers bio similaires enregistrés.

Cela a permis de générer pour ces seuls produits une économie de près de 100 millions de dollars, précise le communiqué publié sur le site web du ministère.

Ce bilan a été présenté lors de la réunion de travail et de coordination, présidée par le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Abderrahmane Djamel Lotfi Benbahmed, avec les membres du comité.

Globalement, le comité a traité depuis son installation en janvier

dernier, 1.377 dossiers dont 1.058 produits fabriqués localement et 319 produits importés.

Le travail du comité a permis également la priorisation de l'enregistrement des médicaments génériques avec 34 produits pharmaceutiques hospitaliers et 27 médicaments biosimilaires et ce dans le but de pallier aux situations monopolistiques en favorisant la concurrence pour la baisse des prix.

La réunion a été l'occasion pour M. Benbahmed pour donner quelques orientations concernant la nouvelle procédure de fixation

de prix a même de trouver un équilibre entre le développement de l'industrie pharmaceutique nationale et la régulation budgétaire par la maîtrise des dépenses des caisses de la sécurité sociale.

Cette nouvelle procédure de fixation de prix a pour objectif de satisfaire le besoin et l'intérêt thérapeutique car les économies réalisées à travers les différents mécanismes seront réaffectés pour l'acquisition des produits innovants, notamment pour les maladies rares et l'oncologie, ajoute la même source.

Le procès en appel d'Abdelghani Hamel et des membres de sa famille reporté au 17 novembre prochain

La chambre pénale de la Cour d'Alger a reporté mercredi le procès en appel de l'ancien directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), Abdelghani Hamel et de membres de sa famille au 17 novembre prochain à la demande de la défense.

L'affaire a été réinscrite au rôle suite à la décision de la Cour suprême qui a accepté le pourvoi en cassation introduit dans les arrêts rendus par la Cour d'Alger en août 2020.

L'ancien DGSN Hamel, son épouse et ses quatre (4) enfants sont poursuivis pour plusieurs chefs d'accusation, dont "blanchiment d'argent", "enrichissement illicite", "trafic d'influence" et "acquisition



d'assiettes foncières par des moyens illégaux".

Sont également poursuivis dans cette affaire les deux anciens walis d'Oran, Abdelmalek Boudiaf et Abdelghani Zaalane, l'ancien wali de Tipasa, Ghellaï Moussa, l'ancien wali de Tlemcen, Bensebane Zoubir ainsi que l'ancien directeur général

de l'Office de promotion et de gestion immobilière d'Hussein Dey (OPGI), Mohamed Rehaïmia.

Pour rappel, la Cour d'Alger avait condamné Abdelghani Hamel à 12 ans de prison ferme, tandis que ses enfants ont écopé de peines allant de 5 à 8 ans de prison ferme.

Lutte contre le crime organisé transfrontalier : Renforcement de la coopération policière entre les pays africains

L'Algérie a abrité, mercredi, les travaux de la 4e Assemblée générale (AG) du Mécanisme Africain de Coopération Policière (AFRIPOL), tenus par visioconférence sous la présidence du Directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), Farid Bencheikh, et consacrés à l'examen des moyens de renforcement de la coopération policière en matière de lutte contre le crime organisé transfrontalier, indique un communiqué de la DGSN.

Dans son allocution d'ouverture, M. Bencheikh a plaidé pour "le renforcement du mécanisme de coopération policière africaine en matière de lutte contre le crime organisé transfrontalier", mettant en avant "l'intérêt particulier et le soutien inconditionnel de l'Algérie à l'AFRIPOL".

"L'expansion de la cybercriminalité, du blanchiment d'argent, de la

corruption et le déplacement des criminels entre les frontières ont été à l'origine de l'émergence de menaces ayant impacté l'économie et la sécurité des pays et des citoyens en Afrique", d'où l'impérative "conjugaison des efforts et du développement des capacités policières afin de relever ces défis", a-t-il poursuivi.

Pour sa part, le directeur exécutif d'AFRIPOL, Tarek Ahmed Cherif, a relevé l'impératif de "renforcer la coopération entre les pays africains en matière de lutte contre toutes les formes de crimes, dont le terrorisme qui recourt au cyberspace pour porter atteinte à la sécurité des pays et des sociétés".

Par ailleurs, les participants ont salué, dans leurs interventions, les efforts déployés par l'Algérie pour le rétablissement de la paix et de la sécurité en Afrique.

Poids des cartables scolaires : Une commission ministérielle pour trouver des solutions

Le ministère de l'Éducation nationale s'emploie à trouver des solutions "immédiates" pour alléger le poids du cartable scolaire, à la faveur de l'installation d'une commission chargée de dégager des mesures pédagogiques et structurelles, a indiqué un responsable au ministère.

"En application des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune portant sur l'impératif de trouver des solutions définitives au problème de surcharge du cartable scolaire, une commission ministérielle sera constituée sous la présidence du ministre du secteur, Abdelhakim Belabed", a précisé l'inspecteur central à l'inspection générale du ministère de l'Éducation, Abdelaziz Osmani.

Pour ce faire, ajoute M. Osmani, "la commission devra entamer les discussions autour des mesures pédagogiques, notamment la révision des programmes scolaires", une démarche, a-t-il dit, susceptibles de régler définitivement la question de surcharge des cartables.

Parmi les mesures préconisées dans ce cadre, "la division du livre scolaire en fonction des trimestres", a ajouté le responsable, appelant les parents à "assister leurs enfants dans le rangement des cartables en



utilisant l'emploi du temps fourni à l'élève".

La généralisation progressive des tablettes serait une autre solution pour alléger le cartable, a fait savoir M. Osmani qui a fait état, dans ce cadre, de mesures en cours d'application, à savoir l'adoption d'une nomenclature pour "l'unification des articles scolaires" dans les trois cycles (primaire, moyen et secondaire) à partir de l'année scolaire 2021/2022.

Appelant les enseignants à suivre l'emploi du temps arrêté pour ne pas obliger l'élève à porter ses

livres tous les jours, M. Osmani a indiqué que "d'autres mesures seront dévoilées au moment opportun et devront contribuer grandement à la résolution de ce problème".

Le directeur des systèmes d'information au ministère, Ghanem Amara a affirmé que "la généralisation graduelle des tablettes électroniques" s'inscrivait dans le cadre des orientations du président de la République, rappelant que le ministère avait procédé à son application depuis l'année dernière, à travers

l'équipement de l'école primaire, Abderrahmane Lakhdari de Batna en moyens numériques (pilote)".

M. Amara a souligné que le ministère représenté par l'Office national des publications scolaires (ONPS) avait signé une convention avec Sonatrach pour "l'équipement de 50 classes numériques, en plus de l'opération adoptée par le ministère pour l'équipement de 60 écoles primaires à l'échelle nationale".

Pour concourir à la réussite de ce projet, le même responsable

a cité "la dotation de 6 écoles réparties à travers 6 wilayas de tous les moyens technologiques, en l'occurrence Tissemsilt, Khenchela, Médéa, Tizi Ouzou, Naâma et Ghardaïa qui viennent s'ajouter aux écoles équipées à Batna et Alger".

Évaluant l'efficacité de cette méthode d'enseignement, M. Amara a affirmé qu'une étude réalisée par l'Inspection générale et la Direction de l'enseignement au ministère a fait ressortir des "résultats positifs", notamment en termes d'allègement du poids du cartable scolaire à hauteur de 25 à 54%, en sus des "résultats encourageants" réalisés par l'École Abderrahmane Lakhdari durant la précédente année scolaire, avec des taux de réussite de 100% à l'examen de fin du cycle primaire.

Concernant la formation des enseignants pour l'utilisation des tablettes numériques, l'intervenant a indiqué que ces derniers ont bénéficié d'une formation sur l'utilisation du tableau interactif et ses différentes fonctionnalités.

Quant à l'utilisation d'internet, l'intervenant a rappelé que le projet n'est pas basé sur cet outil, car "il s'agit d'applications téléchargées sur les tablettes".

Poids du cartable : Les parents s'inquiètent pour la santé de leurs enfants

Invités à commenter cette question, des parents d'élèves ont dit craindre les répercussions du poids des cartables sur la santé de leur progéniture, citant entre autres maladies qui peuvent surgir à long terme les douleurs au cou ou encore la scoliose.

De son côté, la présidente de la Fédération nationale des parents d'élèves, Djamilia Khiair, a appelé les communes à doter les écoles de tiroirs ou de casiers, d'autant qu'il s'agit dorénavant d'une question de santé publique.

Elle a également préconisé la division des manuels en chapitres, la réduction du volume des cahiers, et de prévoir des rangements pour les manuels des élèves.

Parallèlement, des médecins et des spécialistes ont mis en garde contre les répercussions du poids du cartable scolaire sur la santé des élèves. La spécialiste en rééducation et réadaptation fonctionnelle à l'hôpital de Ben

Aknoun (Alger), le Pr Wahiba Chenaf, spécialiste dans le traitement de la scoliose, a affirmé que l'hôpital reçoit quotidiennement un "grand nombre" d'enfants qui souffrent de scoliose, soulignant que cette déformation de la colonne vertébrale est due à la rotation d'une des vertèbres de sa place. De son côté, Mourad Farid, médecin spécialiste en santé scolaire a fait savoir qu'un cartable lourd augmentait le risque de scoliose chez l'enfant, appelant les parents à la surveillance du poids des cartables de leurs enfants, qui ne doivent pas dépasser les 10 à 20% du poids de l'élève (soit un poids de 1 à 2 kg).

Pour rappel, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait donné, lors d'un Conseil des ministres tenu en septembre dernier, des instructions afin de trouver des solutions immédiates à la souffrance des élèves due au



poids du cartable.

De son côté le ministre de l'Éducation nationale, avait affirmé lors de l'inauguration officielle de l'année scolaire que la tutelle avait engagé la résolution du problème du cartable, en application des instructions du Président de la République à l'effet de moderniser l'école

algérienne, à travers le passage des écoles progressivement au rang des écoles numériques par excellence, par l'utilisation des tablettes et du tableau intelligent. Cette démarche consiste à procéder progressivement à la dotation des écoles algériennes en tablettes, au recours à l'utilisation des casiers dans les

établissements et à revoir les programmes d'enseignement et des méthodes d'enseignement primaire, sachant que le Conseil national des programmes sera chargé "prochainement" d'une correspondance importante, en vue de revoir l'allègement des programmes.

Nécessité d'orienter le système des statistiques vers la réponse efficace aux besoins socio-économiques

Le ministre de la Numérisation et des Statistiques, Hocine Cherhabil a affirmé, mercredi à Alger que l'activation du Conseil national des statistiques contribuera à la relance et à l'orientation du système national des statistiques vers la réponse efficace aux besoins socio-économiques.

Dans une allocution prononcée lors de la cérémonie d'installation du Conseil national des statistiques (CNS), présidée par le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, le ministre a indiqué que son secteur aspirait à redonner au Conseil "le rôle pivot qui lui manquait ces dernières années, pour qu'il puisse imposer sa présence nécessaire au sein du système des statistiques".

Il a souligné, à ce propos, que le système des statistiques est devenu "plus complexe au vu de la demande urgente et croissante des différents utilisateurs de statistiques au niveau national, d'une part, et de la nécessité de se conformer aux normes internationales et fournir



des données fiables à même d'améliorer le classement de notre pays dans les systèmes de classement de diverses instances internationales, d'autre part".

Dans le souci de rendre le nouveau mandat du Conseil "meilleur" par rapport aux précédents mandats, la composition du Conseil a été révisée en vue d'élargir le nombre de ses membres en augmentant le nombre de personnalités ayant des qualifications et des connaissances dans le domaine des statistiques de 5 à 10 experts qualifiés qui ont été sélectionnés sur la base de critères objectifs, conformément au dernier amendement du décret

exécutif portant organisation et missions du Conseil national des statistiques", a ajouté le ministre. M. Cherhabil a également affirmé que le Conseil national des statistiques "est appelé aujourd'hui plus que jamais à contribuer à la réévaluation du système national des statistiques et à émettre les recommandations nécessaires susceptibles de permettre d'opérer les réformes nécessaires pour conférer à la fonction statistique davantage de fiabilité et restaurer sa place d'outil essentiel pour les autorités publiques dans le suivi de la performance du Gouvernement et

la prise de décision aux niveaux central et local".

Malgré l'arsenal juridique qui existe à savoir, les textes législatifs et réglementaires, précise M. Cherhabil, le Conseil national des statistiques est invité à réfléchir à l'actualisation de ce cadre juridique pour l'adapter aux évolutions internes et externes et aux nouvelles données liées à la fonction statistique, notamment en ce qui concerne les données ouvertes et le Big-data.

M. Cherhabil a également appelé le Conseil national des statistiques à accompagner l'Office national des statistiques (ONS) dans sa modernisation afin de lui donner un rôle prépondérant en matière de production d'informations statistiques tout en élargissant ses missions à d'autres domaines liés à la recherche, à la prospection et à l'introduction des technologies numériques dans les méthodes de collecte et d'analyse.

Il a souligné, dans ce sens, que les technologies numériques étaient devenues nécessaires, notamment pour l'élaboration et le suivi des indicateurs de développement aux niveaux national et

international, particulièrement après la ratification par l'Algérie de nombreuses conventions et traités internationaux, à l'image de ses engagements dans le cadre des Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies 2030 et de l'Agenda de l'Union Africaine (UA) 2063.

Le ministre a également estimé que la donnée statistique avait dépassé sa fonction médiatique pour devenir un outil capable de véhiculer une image positive ou négative de chaque pays sur le plan international, d'où "l'importance de cette ressource dont nous devons accélérer le développement et l'exploiter convenablement".

Par ailleurs, M. Cherhabil a fait savoir que le ministère de la Numérisation œuvrait au renforcement du réseau statistique local, notamment à travers la création d'une plateforme numérique dédiée à cette opération afin d'assurer l'utilisation appropriée et en temps réel des données statistiques collectées au niveau local par les Hautes Autorités et les différents secteurs concernés.

Le succès des réformes dépend de la qualité du système des statistiques

Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmen Benabderrahmane, a souligné, mercredi à Alger, l'importance du développement du système des statistiques, affirmant que le succès des réformes dépend de la qualité et de l'efficacité de ce système.

Dans une allocution prononcée lors de la cérémonie d'installation du Conseil national des statistiques, le Premier ministre a indiqué que "l'installation du Conseil aujourd'hui 20 octobre, qui coïncide avec la journée mondiale de la statistique traduit l'intérêt accordé par l'Etat au système national des statistiques, et découle de notre profonde conviction quant à son rôle dans le succès du programme de développement et de redressement ambitieux que nous oeuvrons tous à faire aboutir chacun selon sa position et sa responsabilité".

Il a souligné que l'information statistique figure parmi les facteurs de production au même titre que les autres ressources voire "plus importante", car, a-t-il dit, aucune politique publique ne peut être élaborée si les données nécessaires ne sont pas disponibles en temps réel et avec précision.

M. Benabderrahmane a souligné en outre la nécessité de cerner les besoins des citoyens en matière de prestations sanitaires, d'enseignement, d'emploi et d'environnement en vue d'élaborer des politiques publiques répondant à leurs aspirations précisant que cette démarche ne saurait être réalisée qu'à travers "un système de statistiques efficient et efficace qui donne un tableau exhaustif de la structure démographique en fonction de la répartition géographique, et de son évolution à travers le temps".

En l'absence d'un système de statistiques crédible et de qualité, il n'est pas possible d'évaluer les politiques publiques et économiques, et leurs résultats que si celles-ci sont basées sur des données qui reflètent la réalité socio-économique dans tous ses volets", a-t-il soutenu.

Il a rappelé que le droit à l'information qui est un droit consacré par la constitution est aussi un "outil de transparence", et par conséquent, "une source de confiance", ajoutant que "plus l'information est crédible et disponible, plus cette confiance sera grande". "Sachant que la nature a horreur du vide, l'absence de l'information officielle ouvre



la voie aux sceptiques et aux visions fondées sur des intentions malveillantes", a-t-il dit.

M. Benabderrahmane a souligné qu'"il est inconcevable" que les chercheurs et les étudiants s'appuient dans leurs études et recherches sur des données relevant d'organisations et d'organismes internationales, ce qui est également relevé au niveau des institutions officielles de l'Etat qui se basent parfois sur des sources d'informations

anonymes.

Et de préciser que "la réforme de ce système représente l'un des engagements les plus importants du programme du Président de la République qui a instruit le gouvernement de créer un réseau national de collecte de statistiques afin de consolider la fiabilité des données et des indicateurs socio-économiques en vue de conférer davantage d'efficacité et d'efficience aux actions des Pouvoirs publics et

aux réformes à opérer.

En application de ces engagements, le Plan d'action du Gouvernement comprend un programme ambitieux en la matière, qui prévoit, outre l'activation du Conseil national des statistiques après des années d'inactivité, des mesures permettant de développer des outils d'aide à la prise de décision, notamment en s'appuyant sur la numérisation, a indiqué le Premier ministre.

ANNABA / Affaires religieuses

Le projet de la grande mosquée remis sur la table... A quand la levée du gel ?

Tayeb Zgaoula

Le chantier du projet de la grande mosquée de Annaba implanté sur les hauteurs de la ville non loin du pôle universitaire d'El Bouni, lancé il y a quelques années qui a accusé un grand retard dans sa réalisation a été remis au cours de la semaine dernière sur la table par les représentants du comité religieux chargé de suivre l'évolution des travaux d'avancement de cet édifice.

Ce projet a été mis en veilleuse a-t-on appris à cause du gel de l'enveloppe financière d'un montant de 160 milliards indiqués. Sollicité à cet effet par les membres du comité, le wali Djamel Eddine Berrimi a alors présidé une série de réunions avec les responsables de la direction des affaires religieuses et des autres secteurs concernés ainsi que le représentant du comité des fidèles pour faire tout un éclairage sur ce dossier. Lors de cette rencontre il a été

surtout question de trouver des solutions pour lever le voile sur la levée du gel " c'est grâce aux bienfaiteurs et des fidèles qu'on a essayé de faire avancer un peu le projet, mais les moyens restent insuffisants. Le projet a besoin d'une levée de gel pour reprendre les travaux et mieux avancer ainsi dans la construction, a déclaré le représentant du comité des fidèles. Ainsi d'après les informations que nous avons obtenues, le wali a pris pour le moment acte des doléances.



ANNABA / Assainissement

Vaste opération de nettoyage devant le département électronique à Sidi Amar



Sihem Ferdjallah

Une vaste campagne de nettoyage, devant le département électronique à Sidi Amar, a été lancée, hier, par le chef de département électronique et des étudiants. L'opération a touché plusieurs endroits. D'importants moyens matériels et des équipes de nettoyage pour l'enlèvement des décharges ainsi que pour la collecte des déchets et

ordures ont été mobilisés. Cette campagne a pour objectif également de redonner à l'université une meilleure image et servir d'exemple aux autres départements. D'autres étudiants vont participer bientôt à une initiative similaire visant à promouvoir surtout la culture de l'hygiène et de la préservation de l'environnement. Par ailleurs, une large campagne de sensibilisation au coronavirus (Covid-19) a été organisée au niveau de ce département

visant à donner des conseils pratiques sur les dangers de la propagation du coronavirus et sur les moyens de prévention, à travers la mise en pratique de mesures simples. Les conseils donnés ont trouvé un écho favorable chez les étudiants. Les étudiants adoptent désormais un comportement plus responsable, a-t-on observé. Les étudiants font preuve de plus de discipline pour éviter une propagation du covid-19.

ANNABA / Sûreté de wilaya

Près de 7.883 manuels scolaires saisis et arrestation de quatre (4) individus

Imen Boulmaiz

Les opérations policières menées par les éléments de la sûreté de wilaya d'Annaba ont été intenses depuis le début de cette semaine. En effet, dans le cadre de la lutte contre les activités commerciales illégales et la spéculation. Et selon des sources formelles fournies par la cellule de communication, les services du 5ème arrondissement ont mis la main sur près de 7883 manuels scolaires destinés à la spéculation, ainsi ont procédé à l'arrestation de quatre (4) personnes âgées entre 35 et 53 ans. En effet, cette saisie a permis de comprendre les raisons du manque de disponibilité de manuels scolaires qu'a connue la wilaya d'Annaba dernièrement. Les mis en cause, ont été placés en détention provisoire en attendant l'instruction judiciaire de cette affaire.



ANNABA / Environnement Les habitants de Rezgui Rachid (Ex-Saint-Cloud) dénoncent la présence des décharges sauvages

Sihem Ferdjallah

Les habitants de Rezgui Rachid (Ex-Saint Cloud), se sentent mal du fait de la dégradation contestée de l'état des lieux et de leur cadre de vie. En effet, l'environnement ne cesse de se dégrader au fil des jours. Il y a un sentiment de laisser-aller et l'endroit tarde à retrouver son aspect de propreté habituel. Une véritable "catastrophe écologique", se plaint-on, et un cauchemar pour les habitants. Le rejet d'eaux usées aux abords des tours B3 et de C1 à C4 menace la santé des habitants une situation qui perdure depuis des années et qui devient difficile à supporter, a déclaré un citoyen à notre rédaction, et d'ajouter "Le pire c'est ces déchets sont constitués d'outils, jouets, stylos... rien que des objets en plastique, ce qui représente une menace réelle pour l'environnement. Les lieux sont souvent visités par les fouilleurs, adultes et enfants, à la recherche d'objet de valeur ou intéressants, s'exposant à des risques d'infection et de maladie. La pollution,



le désordre pour ne pas dire le chaos se sont installés depuis des années rendant les quartiers de la ville infréquentables. Cela est dû à plusieurs facteurs d'ordres structurels et organisationnels. Le parc de l'APC étant insuffisamment équipé en moyens matériels et humains pour faire face à ce genre de situation sans omettre l'incivisme du citoyen. La situation est le moins que l'on puisse dire regrettable. Quel rôle compte jouer le prochain maire élu pour redonner à Annaba son image d'antan? De grands chantiers sont à entreprendre pour réconcilier le citoyen avec son environnement et surtout lui offrir de meilleures conditions de vie.

ANNABA / HABITAT PRÉCAIRE Les habitants de plusieurs bidonvilles réclament de meilleures conditions de vie



Imen Boulmaiz

Ce sont des dizaines de familles vivant depuis toujours dans les bidonvilles au niveau de plusieurs lieux, notamment Sidi Harb II, 1er mai, Bouzaaroura, Boukhadra, Sidi Amar réclament des logements digne de ce nom. Les occupants des habitations précaires sont exaspérés de cette attente et continuent à vivre dans des conditions où la moindre commodité d'une vie décente n'existe pas surtout à l'approche de la saison hivernale où les inondations et les rafales de vent font ravage. Un calvaire qui perdure depuis

des dizaines d'années. « Dans le cadre de la lutte contre les bidonvilles, Sidi Harb II, aurait dû normalement ne plus faire partie du triste décor dans lequel nous subissons les affres de la vie » s'exclamera un des responsables de famille. Ce type d'habitation ne devrait plus exister dans le pays où les autorités compétentes sont censées offrir à tout citoyen un lieu d'habitation décent répondant à des normes plus humaines avant tout. Bien que nombreux sont nos concitoyens qui continuent à vivre dans des bidonvilles ou dans des habitations précaires, ce sont des dizaines de familles qui attendent leur relogement. Selon des sources sûres, ces mêmes habitants semblent ne plus pouvoir supporter leur calvaire, et encore moins accepter de vivre dans des conditions de vie insupportables, aggravées par la saison hivernale. Les habitants ont sollicité l'intervention des responsables concernés, afin de prendre en charge leurs préoccupations et faire en sorte qu'ils puissent bénéficier d'un nouveau toit.

ANNABA / Gendarmerie nationale Saisie d'un important lot de matériel de plongée sous-marine



Sarah Yahia

Les éléments du Groupement territorial de la Gendarmerie nationale d'Annaba, sont parvenus à appréhender à l'aide d'un hélicoptère de la sélection aérienne 511 de la gendarmerie d'Annaba des braconniers qui étaient à bord de trois embarcations de fabrications artisanales au niveau d'Oued Seybouse de la commune d'Annaba. Ces derniers ont vite pris la fuite après avoir

aperçu l'hélicoptère et ont jeté leurs équipements de plongée et les bouteilles d'oxygène dans l'eau. C'est grâce à un plan mené par les éléments de la gendarmerie nationale que quatre (4) individus, présumés être des braconniers du corail, dont l'âge varie entre 28 et 32 ans ont été arrêtés, Dans la même foulée, trois (3) moteurs d'embarcation, des compresseurs servant au remplissage en oxygène, 3 paires de palmes, 12 filets de récolte de corail, 8 ceintures de plongée, ainsi que du matériel utilisé pour la cueillette du corail, ont été saisi. Les quatre présumés braconniers du corail ont fait l'objet d'une présentation par devant le procureur de la République près le tribunal d'Annaba.

ANNABA / Fait divers Un ouvrier gravement blessé après une chute dans un chantier du bâtiment à El Gantra



Sarah Yahia

Un jeune travailleur en construction, âgé de 23 ans, a subi une chute de quatrième étage d'un immeuble en construction, à la cité El Gantra de la commune de Sidi Amar, selon une source d'information crédible de la protection civile. Grièvement blessée, la victime a

été évacuée au CHU «Ibn Rochd», par les éléments de la protection civile. Ces derniers sont intervenus sur les lieux pour prêter secours à la victime, avant d'être transférée aux urgences de l'hôpital « Ibn Rochd » et recevoir les soins nécessaires. Une enquête a été diligentée afin de déterminer les vrais motifs de cet incident.

ANNABA / Faits divers Un homme de 75ans retrouvé mort à son domicile en état de décomposition avancée

Sarah Yahia

Une découverte macabre a été faite, avant-hier, où un homme de 75ans a été découvert mort depuis quelques jours à son domicile à

la cité Safsaf. En effet, selon des sources proches de la protection civile, un corps en état de décomposition très avancée a été découvert dans son domicile par les voisins. Il s'agit du corps d'un vieil homme répondant

aux F.B initiales. La dépouille mortelle a été évacuée vers la morgue de l'hôpital d'Ibn Rochd. Une enquête a été ouverte par les éléments de la sécurité afin de déterminer les circonstances exactes du décès.



BOUMERDES / RAISIN ET DÉRIVÉS**Une exposition en 2022 à Boumerdes en réflexion**

Le ministre du Commerce et de la Promotion des Exportations, Kamel Rezig a fait état mardi à Boumerdes d'une réflexion en cours sur l'organisation d'une exposition nationale annuelle permanente consacrée au raisin et ses produits dérivés à compter de l'année prochaine à Boumerdes, selon APS.

Accompagné de nombre d'ambassadeurs et d'autorités de wilaya, M. Rezig a déclaré à la presse, en marge de sa

supervision du premier Salon de l'export à Boumerdes, que son département menait une réflexion, en coordination avec les autorités locales, sur l'organisation, en 2022, d'une exposition nationale annuelle permanente dans la wilaya de Boumerdes consacrée au raisin et ses dérivés.

La wilaya de Boumerdes compte 166 exportateurs et 245 importateurs, de tous produits confondus, et produit, elle seule, plus de 40% du

stock de raisin en Algérie, a-t-il expliqué, indiquant qu'une telle exposition est en mesure de restituer à Boumerdes sa place de capitale de ce fruit.

La manifestation, en cours de réflexion, pourra aider et accompagner les exportateurs du raisin, mais également relancer l'industrie manufacturière de cette matière, a-t-il souligné.

Les exportations algériennes ont atteint, jusqu'à fin septembre dernier, 3,3



milliards USD, dans l'espoir d'atteindre 4 Milliards Usd d'ici la fin de l'année en cours, a-t-il avancé.

COVID-19**Les « faux pass sanitaires » se vendent à Tipaza**

Les cas de contamination au covid-19 continuent quotidiennement leur baisse. Ces derniers n'ont pas dépassé les 150 cas dernièrement. A cet effet, les autorités du pays ont levé complètement le confinement partiel, et ont même ouvert presque tous les espaces qui ont été fermés à cause du virus mortel. En effet, et à la suite de la réouverture de plusieurs espaces, les responsables ont exigé quelques conditions afin d'y accéder. Parmi ces conditions, figurent deux principales : être vacciné contre la covid-19 et munis d'un pass sanitaire.

Avec l'approche du match qui va réunir l'équipe nationale avec son adversaire burkinabé, le ministre de la jeunesse et des sports, ainsi que son homologue de le



santé, de la population et de le réforme hospitalière, ont annoncé le réouverture des stades, et ce, après 19 mois d'interdiction à l'accès.

Sur ce, les mêmes responsables ont exigé aux personnes désirant se rendre aux tribunes afin de

supporter l'équipe nationale, de répondre aux conditions précitées (être vaccinées contre la covid-19 et avoir le pass sanitaire).

Arrestation d'un médecin qui commercialise des cartes de vaccination à Tipaza

Aceteffet, certaines personnes profitent de la situation ainsi que de leur fonction, afin de commercialiser les pass sanitaire aux citoyens, notamment ceux qui veulent rejoindre le stade Tchaker De Blida, ce 14 novembre, à tout prix.

Dans ce contexte, les éléments de la police judiciaire relevant de la deuxième sûreté urbaine, de la commune de Cherchell à Tipaza, ont pu arrêter un médecin généraliste qui fait le commerce des cartes de vaccination contre le covid-19, selon Algérie 360°. Selon une source bien informée, ledit médecin avait été interpellé à la suite d'informations obtenues par les services sécuritaires en question, indiquant son implication dans l'affaire précitée.

Par ailleurs, les éléments de la police ont saisi dans la même affaire, les dispositifs et équipements médicaux et les cartes de vaccination contre la covid-19, portant le cachet d'un établissement hospitalier, qui étaient en possession de suspect.

FÉMINICIDES :**Un double crime secoue la ville de Skikda**

La ville de Skikda a été secouée vendredi passé par un crime des plus sordides. Une jeune femme, dans les trentaines, a été lâchement assassinée par son conjoint. Un énième féminicide qui entache l'actualité nationale, et qui souligne encore une fois la fragilité de statut de la femme dans la société algérienne.

Le crime a eu lieu vendredi 17 octobre 2021, indique le journal arabophone Echourouk qui rapporte l'information. La victime, jeune femme trentenaire, enceinte à son quatrième mois, a été assassinée d'un coup de couteau dans le cœur, asséné



par son mari qui n'a pas tardé à mettre un terme à sa propre vie, faisant de cette affaire un double crime. Il tue sa femme et se pend.

Toujours, selon la même source, le crime a eu lieu

dans la ville de Skikda, dans la maison familiale. Le jeune homme, âgé de 34 ans, a asséné un coup de couteau mortel à sa femme enceinte qui était à son quatrième mois. Le couteau n'a pas raté sa cible, et a

traversé le cœur la victime qui est morte sur le coup, gisant dans une marre de sang.

Le mis en cause, pour des raisons qui demeurent inconnues, avait ensuite décidé de mettre un terme à sa propre

vie. A l'aide d'une corde, il se brise le cou en se pendant au plafond du domicile familial, dans le quartier Larbi Ben M'hidi. Ce crime atroce, inexcusable, et injustifiable, aurait été commis toutefois sur un fond de souffrance sociale et de pauvreté, et non sur un différend de couple, fait savoir la même source. Le jeune homme, dont la femme souffrait d'un problème de santé, ne se voyait apparemment pas prête à faire face aux besoins d'un nouveau-né. La pauvreté, ceci dit, est, sans grande surprise, l'une des principales causes de violences conjugales qui virent parfois au féminicide.

Au Brésil, le président Bolsonaro accusé de crimes « intentionnels » pendant la pandémie de Covid-19

Une commission d'enquête parlementaire va demander, mercredi, son inculpation, même si la procédure est peu de chance d'aboutir, selon le monde fr.

Une commission d'enquête parlementaire (CPI) du Sénat brésilien va demander, mercredi 20 octobre, l'inculpation du président, Jair Bolsonaro, pour une série de crimes « intentionnels » lors de la pandémie de Covid-19, qui a fait plus de 600 000 morts dans le pays. Après près de six mois d'auditions mouvementées, avec des témoignages émouvants et des révélations glaçantes sur des expériences sur des « cobayes humains » avec des remèdes inefficaces, la CPI, constituée de sénateurs de diverses tendances politiques, rend un rapport très attendu.

Le document, d'environ 1 200 pages, doit être lu – probablement dans une version abrégée – par le rapporteur Renan Calheiros. Celui-ci a annoncé, mardi soir, avoir



retenu neuf chefs d'accusation contre Jair Bolsonaro, dont celui de « crime contre l'humanité » et « prévarication ». Ceux d'« homicide » et de « génocide de populations indigènes » ont été retirés en dernière minute en raison de dissensions au sein de la CPI.

Pour la CPI, les crimes cités dans le rapport sont « intentionnels », le gouvernement Bolsonaro ayant délibérément décidé de

ne pas prendre les mesures nécessaires pour contenir la circulation du virus. Des accusations gravissimes, qui devraient néanmoins avoir une portée surtout symbolique pour l'heure, le président d'extrême droite bénéficiant de soutiens au Parlement à même de lui éviter l'ouverture d'une procédure de destitution. De même, le procureur général, Augusto Aras,

un allié de M. Bolsonaro, peut faire barrage à toute inculpation.

Impact essentiellement politique La CPI devrait également demander l'inculpation de plusieurs ministres et des trois fils aînés du président, qui a qualifié la commission de « mascarade ». « Ce rapport aura des allures de sentence, mais le gouvernement est serein. On peut critiquer l'attitude du président, mais pas l'incriminer », a déclaré au site Universo Online (UOL) Fernando Bezerra, chef du bloc parlementaire du gouvernement au Sénat. La CPI n'a pas le pouvoir d'engager elle-même des poursuites judiciaires, mais ses révélations pourraient avoir un impact politique considérable, alors que les sondages donnent déjà Jair Bolsonaro perdant face à l'ex-président de gauche Luiz Inacio Lula da Silva à un an de la présidentielle.

Le rapport sera transmis au parquet, seul compétent pour inculper les personnes incriminées

par la CPI. Dans le cas de Jair Bolsonaro, les spécialistes jugent cette inculpation peu probable, puisqu'elle est du ressort du procureur général. Après les auditions de plusieurs ministres, hauts fonctionnaires ou dirigeants d'hôpitaux et d'entreprises, la CPI a pris un tour plus humain lundi, avec les témoignages de familles de victimes du Covid-19.

« Nous méritons des excuses de la part de la plus haute autorité de l'Etat [le président Bolsonaro]. Ce n'est pas une question de politique. On parle de vies », a déclaré, au bord des larmes, le chauffeur de taxi Márcio Antônio Silva, qui a perdu son fils de 25 ans. « Ce que nous avons vu, c'est l'antithèse de ce qu'on pouvait attendre d'un président de la République. Nous ne l'avons jamais vu verser des larmes de compassion ni exprimer ses condoléances pour le peuple brésilien en deuil », a renchéri devant la CPI Antônio Carlos Costa, président de Rio de Paz, une ONG.

Les talibans cherchent à briser leur isolement diplomatique

La Russie organise une conférence internationale le 20 octobre à Moscou censée « ouvrir la voie » à une reconnaissance du nouveau gouvernement afghan, selon le monde fr.

Ils pensaient avoir fait le plus dur en négociant le retrait américain d'Afghanistan et en chassant l'ancien régime. Les talibans découvrent, depuis leur retour au pouvoir, que la communauté internationale n'a pas l'intention, pour autant, de faciliter leur intégration au sein du concert des nations. Depuis la chute de Kaboul, le 15 août, aucun pays n'a reconnu leur gouvernement, et les fonds de la Banque centrale afghane

restent gelés aux Etats-Unis et en Europe. Pour briser ce blocus diplomatique et économique, les dirigeants talibans ont décidé d'investir le terrain des relations internationales en s'appuyant sur leurs amis politiques.

Point d'orgue de cette recherche d'appuis, une conférence est organisée, à Moscou, le 20 octobre, afin, dit le gouvernement russe, « d'ouvrir la voie à une amélioration des relations entre l'Afghanistan et les autres pays, ainsi qu'à la reconnaissance de son gouvernement ». Mais pas plus les Russes que les Pakistanais, soutiens historiques des ex-insurgés, ou d'autres pays amis de ces fondamentalistes musulmans, n'ont pour l'instant ouvert la

voie à cette reconnaissance. Selon le représentant russe pour l'Afghanistan, Zamir Kabulov, les Etats-Unis, la Chine, le Pakistan, l'Iran et l'Inde ont été conviés. Washington a décliné l'invitation. Au Népal, le bilan « peut encore augmenter »

Au Népal voisin, la responsable de la gestion des catastrophes au sein du gouvernement, Humkala Pandey a estimé qu'« au cours des trois derniers jours les inondations et les glissements de terrain provoqués par les fortes pluies post-mousson ont fait 31 morts dans tout le pays ». « Quarante-trois personnes sont portées disparues », a-t-elle ajouté. « Il pleut encore dans de nombreux endroits », a-t-elle



ensuite précisé, craignant que « le nombre de morts [puisse] encore augmenter ».

Plus de deux cents personnes

avaient déjà péri en février dernier lors de crues dans l'Etat indien de l'Uttarakhand, particulièrement exposé aux inondations.

En Inde et au Népal, au moins 116 morts dans des inondations et des glissements de terrain

L'Inde déplore au moins 85 morts, et le Népal 31.

Ce bilan pourrait encore augmenter alors que les pluies torrentielles qui surviennent après la mousson se poursuivent dans les deux pays, selon le monde fr. Le bilan ne cesse d'augmenter. Au moins 116 personnes sont mortes en Inde et au Népal, emportées par des inondations et des glissements de terrain déclenchés par plusieurs jours de fortes pluies, ont annoncé les autorités, mercredi 20 octobre. Des dizaines d'autres personnes sont portées disparues.

L'Inde déplore au moins 85 victimes. Dans l'Uttarakhand (nord), au moins 46 personnes



sont ainsi mortes ces derniers jours et onze sont portées disparues.

Aussi, dans l'Etat côtier du Kerala (sud), le chef du gouvernement

local, Pinarayi Vijayan, a avancé un bilan local de 39 morts.

Au moins trente d'entre eux ont été tués mardi, dans le district particulièrement touché de Nainital, dans une série de glissements de terrain et d'affaissements d'infrastructures provoqués par un gigantesque déluge. Cinq membres d'une même famille ont notamment été ensevelis dans leur maison, a fait savoir un responsable local, Prateek Jain.

Au Népal, le bilan « peut encore augmenter »

Au Népal voisin, la responsable de la gestion des catastrophes au sein du gouvernement, Humkala

Pandey a estimé qu'« au cours des trois derniers jours les inondations et les glissements de terrain provoqués par les fortes pluies post-mousson ont fait 31 morts dans tout le pays ». « Quarante-trois personnes sont portées disparues », a-t-elle ajouté. « Il pleut encore dans de nombreux endroits », a-t-elle ensuite précisé, craignant que « le nombre de morts [puisse] encore augmenter ».

Plus de deux cents personnes avaient déjà péri en février dernier lors de crues dans l'Etat indien de l'Uttarakhand, particulièrement exposé aux inondations.

LIBYE: 10 ans après la mort de Mouammar Kadhafi, l'économie otage des milices

Avec la mort du Mouammar Kadhafi sous les assauts des combattants rebelles à Syrte, une longue période d'instabilité s'est ouverte pour la Libye. Cette décennie de violences quasi ininterrompues a interdit toute perspective de développement. Même si depuis mars dernier, la Libye s'est doté d'un gouvernement unique chargé d'organiser des élections en décembre prochain, l'économie reste l'otage des divisions politiques et de la mainmise des groupes armés. La division du pays entre deux autorités de l'est et de l'ouest depuis 2014 a mis l'économie libyenne à genoux. Deux banques centrales, deux compagnies nationales du pétrole concurrentes... tout cela a contribué au dédoublement du système monétaire et à l'essor d'un marché noir engloutissant les devises. En conséquence, la valeur du dinar libyen s'est effondrée. L'un des acteurs majeurs de ce marché noir, ce sont les milices libyennes.

Économie de prédation

Loin d'être désarmées, elles ont renforcé leur mainmise sur les institutions. Une infiltration qui leur permet d'obtenir des devises au taux officiel, revendus au prix fort au marché noir. Cette économie de prédation n'épargne pas non plus les être humains. Des groupes armés se sont fait une spécialité lucrative : celle de la traite des migrants et des réfugiés transitant en Libye. Les trois guerres civiles qu'a connues le pays depuis 2011 ont lourdement affecté des infrastructures déjà obsolètes. Les installations pétrolières, régulièrement bloquées par les belligérants pour faire pression sur l'adversaire ont souffert. La production de pétrole n'a pas retrouvé ses niveaux d'avant 2011. Et les tensions politiques toujours persistantes entre l'est et l'ouest malgré la mise en place du gouvernement d'union empêchent d'avancer sur des dossiers capitaux à commencer par un projet de budget. La Libye n'en a pas eu depuis 2014.

Le Royaume-Uni et la Ligue arabe préoccupés par le programme nucléaire iranien

Le Royaume-Uni partage les préoccupations des pays arabes concernant le programme nucléaire iranien, a affirmé mardi un responsable du gouvernement.

Téhéran a cessé d'honorer certains de ses engagements dans le cadre d'un accord nucléaire de 2015 et a bloqué les négociations visant à relancer cet accord historique qui limite son programme nucléaire en échange d'un allègement des sanctions, suscitant l'inquiétude de l'agence de surveillance nucléaire des Nations unies.

Ces propos ont été émis lors d'une réunion à Londres entre le ministre britannique du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord auprès du ministère des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement, James Cleverly, et Ahmed Aboul Gheit,



secrétaire général de la Ligue arabe.

La réunion a porté sur les développements dans la région, notamment en Iran, en Syrie et en Libye, où Cleverly a assuré que son pays soutient le processus politique libyen.

Plus tôt mardi, Cleverly a rencontré le ministre égyptien

des Affaires étrangères, Sameh Shoukry, et a salué le rôle de l'Égypte en tant que « médiateur clé dans les conflits régionaux et partenaire de premier plan sur le changement climatique ».

Cleverly a également félicité Shoukry pour la nomination de l'Égypte en tant qu'hôte de la prochaine conférence des

Nations unies sur le changement climatique (COP27), ajoutant qu'il attendait avec impatience la participation du président Abdel Fattah el-Sisi à la prochaine conférence COP26 à Glasgow le mois prochain, ainsi que sa rencontre avec le Premier ministre Boris Johnson.

« J'ai ainsi remercié Shoukry pour l'engagement continu de l'Égypte dans les pourparlers entre le Hamas et Israël », qui « ont joué un rôle principal dans l'obtention du cessez-le-feu », a souligné Cleverly.

Le Royaume-Uni et l'Égypte ont de même convenu de l'importance pour la Libye de respecter son calendrier électoral, a-t-il ajouté.

PORT DE BEYROUTH:

«Ceux qui bloquent l'enquête sont impliqués dans le crime»

Tarek Bitar, le juge chargé de l'enquête sur l'explosion du port en août 2020, a repris l'enquête mardi après avoir été informé par la Cour de cassation civile libanaise de sa deuxième décision de rejeter la demande présentée par l'accusé dans l'affaire, le député Ali Hassan Khalil.

Le service normal a repris au Palais de Justice de Beyrouth après de longues vacances. L'armée libanaise garde les routes menant au palais et à Ain

Remmaneh, qui a été le théâtre d'événements sanglants jeudi, à la suite de manifestations visant à écarter Bitar de l'affaire. Les répercussions de ces événements ont touché la scène politique, ses partis et le peuple.

Des militants de la société civile, sous les auspices du « Front de l'opposition libanaise », ont organisé un sit-in devant le Palais de justice pour exprimer « leur solidarité avec le pouvoir judiciaire dans l'exercice de ses fonctions nationales et leur

soutien au juge Bitar pour faire face aux menaces ».

S'exprimant au nom des manifestants, l'activiste le Dr Ziad Abdel Samad a déclaré: « Un État libre et souverain ne peut exister sans une autorité, un système judiciaire et une justice légitimes. »

Abdel Samad a exhorté « les accusés à comparaître devant le juge Bitar, car les innocents se présentent normalement et se défendent au lieu de recourir aux menaces ».

« Nous avons atteint ce gouffre aujourd'hui à cause d'une élite dirigeante alliée au petit État du Hezbollah, protégée par des armes illégales. »

« Ils veulent destituer le juge Bitar par tous les moyens et les menaces arbitraires parce qu'il s'est beaucoup rapproché de la vérité, notamment après qu'ils aient réussi à destituer l'ancien juge, se cachant derrière leurs immunités parce qu'ils savent qu'ils sont impliqués dans ce crime. »

SYRIE:

14 morts dans un attentat à la bombe visant un bus militaire à Damas

Au moins 14 personnes ont été tuées mercredi dans un attentat à la bombe visant un bus militaire à Damas, la plus importante attaque du genre dans la capitale syrienne depuis des années, a rapporté l'agence de presse officielle SANA.

« Vers 6H45 (03H45 GMT) ce matin, lors du passage d'un bus militaire de nuit dans la ville de Damas » près d'un pont stratégique, celui-ci « a été pris pour cible par une attaque terroriste avec deux engins explosifs qui étaient attachés au bus, entraînant la mort de quatorze personnes et faisant plusieurs blessés », a indiqué SANA, citant une source

militaire.

Une équipe spécialisée de l'armée a par ailleurs « démantelé un troisième engin tombé du bus après l'explosion », a ajouté la même source, tandis que des images publiées par l'agence syrienne montraient des secouristes inspectant le bus entièrement calciné.

L'attentat n'a pas été revendiqué dans l'immédiat.

Damas a été en grande partie épargnée par les violences des dernières années en Syrie, notamment depuis que les troupes du régime et les milices progouvernementales ont repris en 2018 le dernier gros bastion rebelle près de la capitale. L'attaque est la plus



meurtrière à Damas depuis un attentat revendiqué par le groupe Etat islamique (EI) visant le palais de Justice en mars 2017 qui avait fait au moins 30 morts. Des images publiées par l'agence syrienne montrent mercredi des

secouristes inspectant le bus entièrement calciné et ce qui est présenté comme une équipe de démineurs désamorçant un troisième engin qui avait été installé au même endroit.

L'attentat n'a pas été revendiqué

Stage de novembre : La liste élargie déjà communiquée

Selon le site Compétition dz, l'entraîneur national Djamel Belmadi a déjà communiqué à la FAF la liste élargie des joueurs à pré-convoquer pour le prochain stage prévu le 8 novembre prochain au CTN de Sidi Moussa, même si la date butoir pour l'envoi des convocations est fixée dans une semaine.

Delort quitte les plans

Belmadi a préféré en finir très tôt. Aussitôt rentré chez lui à Doha mercredi dernier, il a envoyé ladite liste à la FAF composée d'une quarantaine de joueurs et pour la première fois sans l'attaquant de l'OGC Nice Andy Delort. Ce dernier avait reçu sa pré-convocation pour le stage précédent, avant sa volte-face intervenue à quelques jours du début du dernier stage. Il a préféré se retirer et son vœu a été enfin exaucé. Il pourra gérer sa carrière comme bon lui semble. En tout cas, la communication



de la liste élargie plus tôt que prévu prouve que la liste, d'une manière générale, est déjà tracée dans la tête du coach. C'est

celle-là qui sera reconduite pour la CAN. Le dernier arrivé n'est autre que le jeune Amoura, alors qu'il n'était pas dans la dernière

liste. D'ailleurs, la FAF a dû faire des pieds et des mains pour le faire venir ce mois-ci. Sans pré-convocation, Lugano avait

totallement le droit de le priver de ce déplacement, mais le club suisse, qui commence à se frotter les mains d'avoir mis la main sur un joueur de son talent, a accepté le deal proposé par la FAF. C'est ainsi qu'il a pu rallier Alger en compagnie de Kebal.

A présent, Belmadi et son staff vont continuer à suivre les joueurs au niveau de leurs clubs. Des consignes leur ont été données pour qu'il fasse tout pour avoir du temps de jeu, plus particulièrement le duo Benlamri-Bensebaini. Les deux joueurs ne jouent plus depuis déjà une bonne période. Quant aux autres, ils vont devoir maintenir la forme et alimenter leur crédit pour pouvoir faire partie du groupe qui affrontera les redoutables Burkinabés.

A noter que Belmadi devrait se présenter à Alger 4 jours avant le début du stage. Il sera au CTN le 4 novembre prochain.

Ligue 1 : La succession du CRB est ouverte

Dix-huit clubs de la Ligue 1 de football seront sur la grille de départ de la saison 2021-2022, dont les trois coups seront donnés vendredi, dans une saison qui pourrait être marquée par le retour progressif des supporters, après 19 mois d'interdiction instaurée en raison de la pandémie du Covid-19. Deux mois après la fin d'une saison 2020-2021 marathon, les joueurs de l'élite vont de nouveau retrouver l'ambiance des terrains, où chaque club sera sur les starting-blocks pour un objectif précis.

Le fait marquant de cette nouvelle édition c'est la baisse du nombre de clubs de la Ligue 1, passant de 20 à 18, une décision prise par la Fédération algérienne (FAF) dans le cadre de la réforme des compétitions nationales.

Avec un calendrier à 34 journées, les équipes du palier supérieur vont devoir de nouveau puiser dans leurs ressources, notamment physiques, pour pouvoir terminer une autre saison qui s'annonce longue et harassante.

Favoris, on prend les mêmes et on recommence

Comme à l'orée de chaque exercice, les favoris en puissance pour le sacre final sont les mêmes, ceux qui se sont renforcés qualitativement durant l'intersaison, en attendant la réalité du terrain.

Si le CR Belouizdad, tenant du titre, l'ES Sétif, l'USM Alger, ou encore le MC Alger, présentent

des arguments valables, aussi bien sur le plan de l'effectif que des moyens financiers et matériels, il n'en demeure pas moins qu'ils pourraient être bousculés par d'autres clubs, dits outsiders, capables de bousculer une hiérarchie déjà en place.

Le CR Belouizdad, qui a réussi à préserver son titre, aura certainement du mal à rééditer son exploit et confirmer sa suprématie, d'autant que la concurrence sera très rude.

Privé des services de son maître à jouer Amir Sayoud, parti rejoindre cet été la formation saoudienne d'Al-Ta'ee, le Chabab semble déjà en difficulté avant même le début du championnat, en témoigne les deux défaites concédées jusque-là en Ligue des champions, dont la dernière essuyée samedi à Abidjan face à l'ASEC Mimosas (3-1), dans le cadre du 2e tour préliminaire (aller) de l'épreuve reine.

Contrairement au Chabab, dont le staff technique a été changé avec l'arrivée du Brésilien Marcos Paqueta, en remplacement du Serbe Zoran Manojlovic, l'ES Sétif, vice-champion d'Algérie, avec toujours le technicien tunisien Nabil Kouki aux commandes, abordera cette saison avec l'intention de reconquérir un titre qui fuit son palmarès depuis 2017.

La JS Saoura, qui s'est de nouveau invitée sur le podium la saison dernière (3e), figure parmi les favoris, alors que le



club phare de Béchar a réussi à préserver l'ossature de son effectif, en confiant la barre technique à l'entraîneur tunisien Kaïs Yaâkoubi.

D'autres clubs sont pressentis également pour disputer le leadership, tels que le MC Alger et le CS Constantine, qui ont enregistré l'arrivée à la barre technique respectivement de Chérif Hadjar et du Tunisien Khaled Ben Yahia.

L'USM Alger n'est pas en reste, puisqu'elle se présente dans la peau d'un favori, d'autant que l'actionnaire majoritaire Serport n'a pas lésiné sur les moyens. La direction du club algérois a tenu d'abord à apporter des changements sur le plan administratif avec la nomination de l'ancien joueur du club Hocine Achiou en tant que nouveau directeur sportif, et de confier le secrétariat général à Sid Ali Yahiaoui (ex-FAF et LFP, ndlr). Sur le plan technique, l'entraîneur français Denis Lavagne, auteur d'une saison presque sans-fautes

sur le banc de la JS Kabylie, a rejoint les «Rouge et Noir» dans l'objectif de jouer le titre. Pour leur part, le MC Oran, l'Olympique Médéa, ou encore la JS Kabylie, voudront jouer les trouble-fête et tenter d'aller bousculer les ténors.

Les promus pour se frayer un chemin

Les deux promus, le HB Chelghoum-Laïd et le RC Arbaâ, auront à cœur de se frayer un chemin parmi les «grands», même si leur tâche s'annonce difficile.

«El-Hilal», qui a fait appel aux services du doyen des entraîneurs algériens Meziane Ighil, a fait son marché des transferts dans les divisions inférieures, échouant en même temps à préserver son buteur maison Ismaïl Yadadène, parti au MC Oran.

L'apprentissage du HBCL parmi l'élite s'annonce dur, eu égard du manque d'expérience de ses joueurs, appelés à puiser dans leur ressources pour faire face aux cadors.

Le RCA, qui a retrouvé la Ligue 1 cinq saisons après sa relégation, fera en sorte d'éviter les erreurs du passé, sous la conduite de l'entraîneur Hakim Boufenara. Les deux promus, qui ont assuré l'accession au terme d'un tournoi des barrages, aborderont la nouvelle saison avec comme principal objectif de jouer pour le maintien.

La Paradou AC, toujours dirigé sur le banc par l'entraîneur Si Tahar Chérif El-Ouezzani, reste capable du meilleur comme du pire, idem pour l'ASO Chlef, qui a opté pour la stabilité en renouvelant sa collaboration avec le technicien Samir Zaoui.

Par ailleurs, parmi les 18 entraîneurs sur la grille de départ, 7 sont étrangers (4 Tunisiens, 2 Français, et 1 Brésilien, ndlr).

Même si les forces en présence s'annoncent déséquilibrées entre les 18 clubs de Ligue 1, rien n'indique à première vue que la logique sera respectée, tant le championnat national a souvent réservé son lot de surprises.

Karim Benzema un peu plus dans l'histoire du Real Madrid

En marquant en toute fin de match contre le Shakhtar, Benzema est devenu le 4ème meilleur buteur de l'histoire du Real Madrid.

Ce mercredi marque le début du procès de l'affaire de la sextape qui oppose entre autre Mathieu Valbuena à Karim Benzema mais ce n'est pas cette affaire qui va enlever le sourire présent sur le visage du Madrilène depuis le début de la saison.

Tout récent vainqueur de la Ligue des Nations avec l'équipe de France et où il a brillé, Benzema est sur un nuage depuis la reprise et même depuis le départ de Cristiano Ronaldo.

Mardi soir, sur la pelouse du Shakhtar, « KB9 » a laissé la lumière à Vinicius Jr et Rodrygo mais il a comme toujours apporté sa pierre à l'édifice. Face à une équipe ukrainienne dans le dur, l'attaquant français y est allé de son but afin d'offrir une manita au Real Madrid, dans le temps additionnel de la rencontre.

Un 73ème but en Ligue des Champions qui le fait rentrer un peu plus dans l'histoire du club

madrilène. Cette réalisation en fin de match lui permet d'atteindre la barre des 290 buts avec le Real Madrid et de rejoindre Carlos Santillana à la quatrième place des meilleurs buteurs de l'histoire du club.

Ça fait toujours du bien de marquer, de se rapprocher des plus grands, mais pour moi le plus important c'est de prendre du plaisir, comme je l'ai fait ce soir sur le terrain, a-t-il déclaré au micro de Canal + à l'issue de la rencontre. Et à chaque fois si je peux marquer ou faire des passes décisives ce n'est que du bonus.» Avec un Clasico qui se profile dimanche contre le Barça, Karim Benzema a l'opportunité de prendre seul les commandes de cette 4ème place et de rêver encore un peu plus au podium.

Si Cristiano Ronaldo et ses 450 buts est hors d'atteinte, l'international français peut tout logiquement espérer rattraper Alfredo Di Stefano (308 buts) et Raul (323 buts). Une façon de marquer un peu plus son empreinte dans ce club mythique.



Ousmane Dembélé négocie un contrat en or avec Newcastle



Le début de saison canon de Sébastien Haller et l'Ajax



Une réalisation donc, sa 6e en 3 apparitions en LdC (sa 12e toutes compétitions confondues), et deux passes décisives pour une nouvelle démonstration collective des Néerlandais alors qu'Erling Haaland (21 ans), autre terreur des surfaces, est lui resté muet de l'autre côté du terrain.

3,55 buts par match en championnat !

Dans le sillage de son attaquant, parfaitement épaulé par le néo-international brésilien Antony (21 ans), les champions des Pays-Bas, qui ont déjà fait un grand pas vers la qualification en 8es de finale, sont tout simplement irrésistibles ces dernières semaines. Ils affichent une forme du tonnerre. Outre leur carton plein en Champions' League (9 points pris en 3 matches, 11 buts marqués, 1 seul encaissé), les Lanciers cartonnent aussi en Eredivisie.

Leaders au classement, avec un seul petit point d'avance sur le PSV, les hommes d'Erik ten Haag affichent un bilan de 7 victoires, 1 nul et 1 défaite en 9 journées. Surtout, ils ont inscrit 32 buts, soit une moyenne ahurissante de 3,55 buts par match de championnat ! Mieux, ils n'en ont encaissé que 2, soit 0,2 but par match ! Des chiffres qui donnent le tournis. Et ce n'est sans doute pas fini !

L'Ajax a ébrillé le Borussia Dortmund ce mardi soir (4-0, 3e journée de Ligue des Champions). Avec un nouveau récital de Sébastien Haller.

Tout vient à point à qui sait attendre. Oublié par l'Ajax lors de son arrivée à l'hiver 2021, Sébastien Haller (27 ans) n'avait pas pu participer aux matches de Ligue Europa la saison passée. Une motivation supplémentaire pour briller depuis le début du présent exercice en Ligue des Champions peut-être. Quand résonne l'hymne de la C1, l'Ivoirien, qui découvre la plus prestigieuse des compétitions européennes, se transforme en insatiable chasseur de buts.

Après un quadruplé sur la pelouse du Sporting (1-5, 1ère journée) et un but contre Besiktas (2-0, 2e journée), l'ancien Auxerrois a encore trouvé le chemin des filets ce mardi soir face au Borussia Dortmund (4-0, 3e journée).

Lié au club blaugrana jusqu'en juin 2022, l'international français n'a toujours pas trouvé d'accord pour prolonger. Et pour cause, il discute actuellement avec les Magpies.

Le cas Ousmane Dembélé donne énormément de maux de tête au FC Barcelone. Recruté à prix d'or en 2017 (105 M€ hors bonus), l'international tricolore (27 sélections, 4 buts) était censé compenser le départ de Neymar au Paris Saint-Germain. Malheureusement pour les Blaugranas, ses nombreuses blessures l'ont toujours empêché de réaliser des saisons pleines (81 matches de Liga depuis 4 ans).

À cela s'est ajoutée une situation contractuelle devenue compliquée à gérer. Sous contrat jusqu'en juin 2022, Dembélé ne faisait pas spécialement partie

des priorités de l'ancienne direction. Mais ses bonnes prestations de la saison passée ont convaincu le nouveau maître à bord, Joan Laporta, de renouer le contact pour verrouiller au plus vite une prolongation. C'était sans compter sur les désirs de l'intéressé.

Dembélé veut toucher le jackpot grâce aux Magpies
Depuis plusieurs mois, le clan Dembélé discute avec les Blaugranas. Obligés de composer avec une crise financière conséquente, les Culés ont offert à leur numéro 11 un bail jusqu'en 2025 avec un salaire en baisse (Dembélé perçoit actuellement presque 10 M€ par an, ndlr). En vain. Ce qui a eu le don d'agacer le Barça qui s'est depuis mis en quête d'un successeur. De son côté, le champion du monde 2018 est maître de son destin. Et selon

nos informations, les nouveaux propriétaires de Newcastle pourraient bien profiter de sa situation contractuelle pour négocier un contrat très juteux.

Nous pouvons vous affirmer en effet que Dembélé, qui plait aussi à Manchester City, discute avec les Magpies les contours d'un bail de cinq ans assorti d'un salaire annuel de 15 M€, soit plus que ce qu'il touche en Catalogne. Et son futur statut de joueur libre en 2022 le met plus que jamais en position de force puisque nous pouvons vous indiquer également que le Français demande une prime à la signature de 15 M€. Des tarifs face auxquels le Barça ne pourra pas s'aligner. Toutefois, un espoir existe pour les Culés : si Newcastle, 19e du classement de Premier League, tombe en Championship, la piste menant au Tyneside sera écartée.



Microsoft :

Ça y est, le mini-frigo en forme de Xbox Series X est disponible à l'achat



A la sortie de la Xbox Series X, plus d'un internaute avait plaisanté sur la ressemblance de la nouvelle console avec... un frigo. Le parallèle avait

tellement fait le buzz qu'il est arrivé jusqu'aux oreilles des ingénieurs de Microsoft.

La plaisanterie est donc devenue réalité : un mini-réfrigérateur ressemblant comme deux gouttes d'eau à la Xbox sortira en décembre, rapporte 01net lundi dernier. L'appareil, d'une contenance de 10 litres, pourra abriter une douzaine de canettes de soda.

Il sera commercialisé en décembre, pile à temps pour faire plaisir à ses proches gamers pour Noël. Le frigo

sera vendu 99 euros et les précommandes sont ouvertes depuis mardi dernier.

Les ingénieurs de Microsoft n'en sont pas à leur coup d'essai concernant ce concept de frigo Xbox. En octobre 2020, Microsoft avait offert un frigo immense au rappeur Snoop Dogg pour son anniversaire. Un autre modèle plus petit avait également été offert au gagnant d'un concours organisé par Microsoft.

En Bref...



Le cours du bitcoin connaît une forte hausse suite à la validation par la SEC d'un ETF bitcoin aux États-Unis. Le bitcoin s'échange désormais à plus de 60.000 dollars, et approche de son record historique.

La valeur du bitcoin grimpe à nouveau. La cryptomonnaie a de nouveau dépassé la valeur de 60.000 dollars pour un bitcoin, atteignant plus de 62.300 dollars, soit proche des 54.000 euros. Cette nouvelle flambée intervient alors que la Chine vient d'interdire le minage des cryptomonnaies, plaçant ainsi les États-Unis en tête du classement des pays qui minent le plus.

Pour rappel, le bitcoin a dépassé pour la première fois la barre des 20.000 dollars à la fin de l'année dernière, pour finalement atteindre son record de 64.800 dollars à la mi-avril. Il était ensuite redescendu brièvement sous la barre des 30.000 dollars au cours de l'été.

Une hausse due à la validation d'un ETF bitcoin aux États-Unis. Cette nouvelle hausse est due à la décision de la Securities and Exchange Commission (SEC), l'organisme américain de réglementation des marchés financiers, d'autoriser un fonds de bitcoins négocié en bourse (ETF) basé sur des contrats à terme. La proposition provient de ProShares et Invesco Ltd, et offrirait suffisamment de protections, selon Gary Gensler, le président de la SEC.

Cette décision permettra aux investisseurs de spéculer sur le prix du bitcoin pour des ventes futures, et ouvre la porte à des investisseurs plus traditionnels. Le bitcoin pourrait continuer sa flambée, entraînant d'autres cryptomonnaies dans son sillage. L'ethereum a aussi vu son cours grimper, atteignant 3.830 dollars pour un ether, après avoir baissé à 3.416 dollars la semaine dernière.

Une méthode révolutionnaire pour stocker les données dans de l'encre de couleur

Des chercheurs de Harvard ont inventé une méthode pour coder et décoder de l'information binaire dans des colorants fluorescents qui peuvent être imprimés en motifs à l'aide d'une simple imprimante jet d'encre. Une méthode de stockage bon marché, durable, et infalsifiable qui pourrait bien résoudre nos problèmes de disque dur.

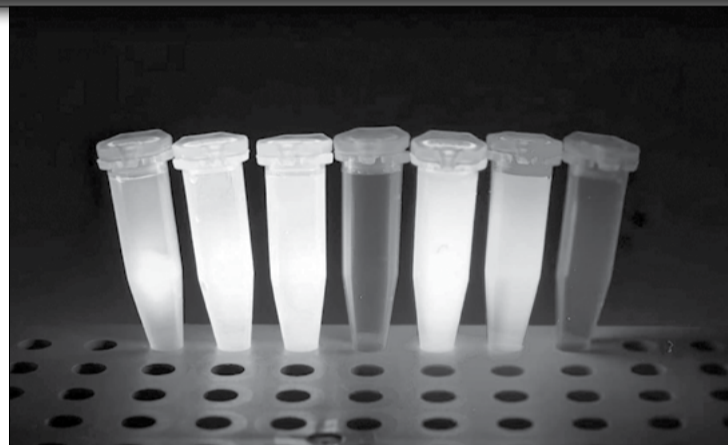
Disques optiques, mémoire flash, disque dur : il existe de nombreux supports pour stocker des données numériques. Mais ces dispositifs de stockage ont plusieurs inconvénients : durée de vie limitée (environ 20 ans), taille restreinte, sensibilité aux conditions extérieures (chaleur, eau...), apport en énergie pour fonctionner et vulnérabilité au piratage. Une équipe de chercheurs de l'université de Harvard a inventé un système révolutionnaire pour stocker des données numériques (texte, images, vidéos...) grâce à des molécules stockées dans de l'encre de couleur qui est ensuite imprimée sous forme de motif. Un véritable message secret !

Des données stockées sous forme de pixels

Le système utilise un mélange de sept colorants fluorescents disponibles dans le commerce. Chaque nombre, lettre et pixel des données que l'on veut stocker est codé sous forme

binaire avec des 1 et des 0, selon qu'un colorant particulier est absent ou présent. À l'écriture, les molécules de colorant sont projetées par une imprimante jet d'encre sur une surface époxy contenant certains groupes amines réactifs. Une fois déposées à la surface, les molécules forment des liaisons stables, ce qui verrouille l'information en place. Pour « lire » les données, on utilise un microscope fluorescent qui détecte la présence ou l'absence de molécules de colorant, et peut donc décrypter le message binaire (les 0 et 1). Les chercheurs ont ainsi pu stocker 1.407.542 octets d'informations sur un substrat époxy de 7,2 x 7,2 millimètres avec une précision de 99,6 % et une vitesse de 469 bits par seconde. Mieux encore, ils ont pu lire les données fluorescentes 1.000 fois sans pertes significatives.

« Cette méthode donne accès à un stockage de données à faible coût, se réjouit Amit Nagarkar, auteur principal de l'article publié dans ACS Central Science. Elle ne requiert que des technologies commerciales existantes - l'impression à jet d'encre et la microscopie à fluorescence ». Ce stockage par colorant pourrait être particulièrement utile pour les informations sensibles (puisque'il est inviolable), comme les dossiers financiers



et juridiques, ou lorsque le stockage à long terme est crucial, comme pour les données satellitaires. De plus, la technique ne nécessite aucune énergie une fois les données enregistrées, et n'est pas sensible à l'eau comme une bande magnétique par exemple.

Stocker les données numériques sur des molécules. En 2016, des chercheurs du CNRS avaient déjà réussi à stocker des données dans des polymères artificiels, représentant des 0 et des 1. Mais le processus est beaucoup plus laborieux, car il faut synthétiser les monomères et l'impression est très lente. En 2019, une autre équipe de l'université de Harvard était parvenue à stocker des données numériques sur des petites molécules organiques (un ensemble de 12 oligopeptides). Cette dernière se fondait sur la masse de chaque molécule pour coder et décoder l'information.

La nouvelle méthode à base de colorants est plus rapide à mettre en œuvre en lecture que toute autre méthode, fait valoir l'équipe d'Amit Nagarkar.

L'explosion du volume de données dans le monde. En 2010, le monde ne comptait que deux zettaoctets de données numériques, soit l'équivalent de deux milliards de téraoctets. Nous en sommes aujourd'hui à plus de 47 zettaoctet et, selon Statista, le volume mondial de données atteindra 2.142 zettaoctets en 2035. Or, les data centers servant à stocker ces données sont déjà un véritable gouffre énergétique : on estime qu'ils consomment environ 205 TWh par an, soit environ 1 % de la consommation électrique mondiale. « Les méthodes de stockage de données alternatives comme celle à base de colorants vont donc prendre de plus en plus d'importance au cours du XXIe siècle », conclut Amit Nagarkar.



Des scientifiques montrent comment l'intelligence artificielle peut détecter des signes invisibles d'insuffisance cardiaque

Gâce à une application développée par l'intelligence artificielle, le diagnostic pourrait être posé plus rapidement.

L'intelligence artificielle au secours de l'insuffisance cardiaque ? Un algorithme informatique créé par les chercheurs du mont Sinaï (Etats-Unis) a permis d'identifier des changements subtils dans les électrocardiogrammes afin de prédire si un patient souffrait d'insuffisance cardiaque.

«Nous avons montré que les algorithmes d'apprentissage en profondeur peuvent reconnaître les problèmes de pompage du sang des deux côtés du cœur à partir des données de forme d'onde ECG», a déclaré Benjamin Glicksberg, professeur adjoint de génétique et de sciences génomiques et auteur principal de l'étude publiée dans le Journal of

the American College of Cardiology: Cardiovascular Imaging. Une avancée qui accélérerait le diagnostic.

Un algorithme performant
Des percées récentes en intelligence artificielle suggèrent que les électrocardiogrammes pourraient être une alternative rapide et facilement disponible. En effet, de nombreuses études ont montré comment un algorithme «d'apprentissage en profondeur» peut détecter une faiblesse dans le ventricule gauche du cœur, qui pousse le sang fraîchement oxygéné vers le reste du corps. Dans cette étude, les chercheurs ont décrit le développement d'un algorithme qui évalue non seulement la force du ventricule gauche mais aussi le ventricule droit, qui prend le sang désoxygéné provenant du corps et le pompe vers les poumons.

«Bien qu'attrayant, il a

toujours été difficile pour les médecins d'utiliser les ECG pour diagnostiquer l'insuffisance cardiaque. C'est en partie parce qu'il n'y a pas de critères de diagnostic établis pour ces évaluations et parce que certains changements dans les lectures d'ECG sont tout simplement trop subtils pour que l'œil humain puisse les détecter», a déclaré le Dr Nadkarni. Avant d'ajouter : «Cette étude représente un pas en avant passionnant dans la recherche d'informations cachées dans les données ECG qui peuvent conduire à de meilleurs paradigmes de dépistage et de traitement à l'aide d'un test relativement simple et largement disponible».

Fraction d'éjection

Pour cette étude, les chercheurs ont programmé un ordinateur pour lire les électrocardiogrammes des patients ainsi que les données extraites de rapports



écrits résumant les résultats des échocardiogrammes. L'ordinateur a ensuite lu plus de 700 000 rapports d'électrocardiogrammes et d'échocardiogrammes obtenus de 150 000 patients du système de santé du mont Sinaï de 2003 à 2020. Les premiers résultats suggèrent que l'algorithme était efficace pour prédire quels patients auraient des ventricules gauches sains ou très faibles. Les cœurs sains ont une fraction d'éjection de 50 % ou plus, tandis que les

cœurs faibles en ont une égale ou inférieure à 40 %. L'algorithme était précis à 94 % pour prédire quels patients avaient une fraction d'éjection saine et à 87 % précis pour prédire ceux qui avaient une fraction d'éjection inférieure à 40 %. «Nos résultats suggèrent que cet algorithme pourrait être un outil utile pour aider les cliniciens à lutter contre l'insuffisance cardiaque dont souffrent divers patients», assure l'étude.

CANCER DU POUMON :

Elle refuse les traitements classiques, sa tumeur régresse, grâce à l'huile de CBD ?

Une fois n'est pas coutume : un cas clinique d'une femme ayant un cancer du poumon et ayant refusé les traitements classiques pousse des médecins à envisager des vertus anti-cancer de l'huile de CBD. La patiente en a pris consciencieusement pendant plus de deux ans.

Le CBD, ou cannabidiol, composé sédatif et apaisant du cannabis, semble décidément avoir de nombreuses vertus insoupçonnées.

Dans une étude de cas publiée le 14 octobre 2021 dans le BMJ Case Reports, des médecins britanniques indiquent avoir observé avec surprise la régression d'un cancer du poumon chez une fumeuse de 80



ans qui avait refusé les traitements conventionnels (chimiothérapie et/ou radiothérapie, voire chirurgie).

Fait notable : la patiente s'est auto-administrée de l'huile de CBD par voie orale, à raison de 0,5 ml 2 à 3 fois par jour pendant

deux ans et demi, période durant laquelle sa tumeur cancéreuse pulmonaire a diminué d'un quart par rapport à sa taille initiale, lors du diagnostic. La tumeur est passée de 41 mm à 10 mm au bout de deux ans et demi.

A ce stade, il n'est

évidemment pas possible d'affirmer avec certitude que c'est l'usage d'huile de CBD qui a fait régresser la tumeur. Ce cas clinique mérite en revanche qu'on s'y intéresse de plus près, ont estimé les médecins.

Notons que l'huile de CBD utilisée ici par la patiente avait un dosage plutôt surprenant, puisqu'il comprenait du CBD à 20,05%, mais aussi du THC, composé psychoactif du cannabis (interdit en France) à 19,5%, et de l'acide tétrahydrocannabinolique, précurseur du THC, à 23,8%. On est donc bien loin des produits à base de CBDF commercialisés en France, lesquels doivent contenir moins de 0,2% de THC.

Mettant en avant un

bénéfice possible de l'huile de CBD contre les tumeurs, les auteurs du cas clinique estiment que ce potentiel traitement alternatif doit faire l'objet de recherches approfondies. Elles devront notamment identifier les mécanismes d'action du CBD, les voies d'administration les plus efficaces, les dosages sûrs, ses effets sur différents types de cancer et les effets secondaires potentiels à prévoir.

«Le potentiel d'utilisation des cannabinoïdes comme alternative pour augmenter l'efficacité ou remplacer les traitements conventionnels contre le cancer justifie définitivement des recherches plus poussées», ont conclu les auteurs.



Fermeté du visage :

Comment éviter le relâchement cutané

Vers 50 ans, le ralentissement de la production cellulaire et les changements hormonaux liés à la ménopause modifient la structure de la peau. Fragilisée, elle perd sa fermeté, son élasticité et ses beaux volumes s'affaissent. Les conseils de la dermatologue Marie-Thérèse Bousquet pour remonter la peau et le temps !

Comment bien nettoyer un visage pour garder la peau ferme ?

«Quel que soit l'âge, le démaquillage est une étape fondamentale qui permet de chasser les traces de maquillage mais aussi les impuretés (pollution, bactéries...) qui étouffent la surface cutanée», explique la dermatologue Marie-Thérèse Bousquet. Sans ce geste quotidien, les cellules mortes ne peuvent pas être éliminées correctement et les nouvelles cellules restent coincées. Les conséquences pèsent lourd sur la peau : le processus de renouvellement cellulaire est ralenti et les fibroblastes ne produisent plus assez de collagène et d'élastine, les deux protéines responsables de la



fermeté et de l'élasticité de la peau.

Pour une peau bien nette, on peut réaliser en complément un gommage adapté à son type de peau une fois par semaine, ou un peeling cosmétique, en veillant à suivre scrupuleusement les indications de fréquence indiquées sur la notice.

Comment appliquer une crème fermeté qui stimule la peau du visage ?

Une des erreurs à ne pas commettre quand la peau se relâche : appliquer la même crème hydratante que l'on appliquait à 35-40 ans. «L'hydratation est essentielle, reconnaît Marie-Thérèse Bousquet. Mais, passé un certain âge, il

faut aussi stimuler la peau». Ainsi, la quête de la fermeté passe par des crèmes riches en actifs qui favorisent le renouvellement cellulaire. Jour et nuit, place aux soins gorgés d'antioxydants comme la vitamine C. En plus de son action éclaircissante, cet ingrédient miracle stimule la synthèse de collagène. Pile ce qu'il nous faut !

«L'actif le plus puissant, c'est la vitamine A acide, poursuit Marie-Thérèse Bousquet. Mais attention, aussi géniale soit-elle, cette molécule peut être extrêmement irritante sur certaines peaux». Disponible uniquement sous prescription médicale, la vitamine A acide n'est pas conseillée aux personnes ayant la peau fine, sen-

sible ou réactive. Elle s'utilise avec beaucoup de précaution: on commence progressivement en l'appliquant deux soirs par semaine en très petite quantité sur les joues, le front et le menton. En fonction de la tolérance, on rapproche les applications, l'idéal étant d'en mettre chaque soir pour obtenir un résultat optimal sur tous les signes de l'âge.

Si la vitamine A acide impressionne, on se rabat sur son dérivé : le rétinol. Moins irritant, il peut être appliqué avec plus de souplesse dès l'âge de 45-50 ans. Idéal en sérum, on le fait suivre d'une crème hydratante riche (avec de l'acide hyaluronique) pour contrebalancer ses effets un peu «décapants». Grâce à lui, les fibroblastes à l'origine de la synthèse de collagène et d'élastine se réveillent, la peau gagne un meilleur maintien, qui résiste à l'épreuve du temps.

Quelles solutions de médecine esthétique pour une peau ferme ?

La médecine esthétique propose des solutions intéres-

santes pour celles qui souhaitent aller un degré plus loin dans la lutte contre le relâchement cutané. La dermatologue Marie-Thérèse Bousquet évoque notamment la radiofréquence. Le principe? Cette technique produit un courant électrique qui va générer de la chaleur en traversant le derme et l'hypoderme. Cela aura pour effet de densifier et de restructurer le derme profond : parfait en cas de relâchement cutané modéré.

Autre traitement possible : le lifting médical par Ultrasons Focalisés de Haute Intensité (HIFU). Cette méthode permet de traiter encore plus efficacement le relâchement du front, des tempes et de l'ovale du visage, mais aussi de détruire les cellules graisseuses qui avec l'âge glissent vers le bas. Les ultrasons focalisés agissent par un effet thermique puissant qui pénètre jusqu'aux structures les plus profondes de la peau. Quoiqu'un peu douloureuse, cette technique reste la meilleure alternative au lifting pour restaurer harmonieusement les volumes du visage.

5 recettes de déodorants naturels à faire à la maison

Recettes 100 % naturelles à réaliser à la maison

Si vous voulez vous essayer à l'expérience du déodorant naturel fait maison, ce qui pourra peut-être vous rassurer davantage, rien de plus simple. Voici 5 recettes diverses pour s'adapter aux envies de chacune. En effet, certaines préfèrent des déodorants en stick quand d'autres optent pour un roll-on, souhaitant plus de fraîcheur. Roll-on, stick, poudre... vous trouverez, on vous l'assure, votre bonheur ci-dessous.

Déodorant roll-on liquide

Ingrédients :

1 flacon roll-on de 25 ml minimum

1 cuillère à soupe et demie de gel d'aloë vera

1 cuillère à café d'hydrolat de verveine citronnée

1 cuillère à café d'huile de noyaux d'abricot

1 grosse pincée de bicarbonate

de soude alimentaire

6 gouttes d'huile essentielle de palmarosa

6 gouttes d'huile essentielle de geranium rosat

Préparation :

Avant de commencer, veillez à stériliser vos ustensiles et contenants

Versez vos ingrédients un à un dans le flacon roll-on puis fermez-le

Agitez-le vigoureusement en maintenant la bille, et le tour est joué.

Veillez à agiter le flacon avant chaque utilisation, et vous pouvez ensuite faire glisser la bille directement sur vos aisselles. Votre déodorant roll-on conservera environ un mois.

Déodorant vaporisateur pour les aisselles sensibles

Ingrédients :

1 flacon en verre opaque de 60 ml avec vaporisateur



2 cuillères à soupe + 1 cuillère à thé d'hydrolat hamamélis

½ cuillère à thé de gel d'aloès

¼ de cuillère à thé de bicarbonate de soude

2 gouttes d'huile essentielle de palmarosa

5 gouttes d'huile essentielle de sauge sclarée

8 gouttes d'essence aromatiques de rose

Préparation :

Versez et mélangez les ingrédients dans le flacon

Veillez à agiter le flacon avant

chaque utilisation

Votre déodorant vaporisateur conservera entre 3 et 6 mois.

Déodorant en stick orange et coco

Ingrédients :

Etui stick de 50 ml

8,3 grammes de cire d'abeille blanche

28 grammes d'huile végétale coco bio

22,5 grammes de bicarbonate de soude

15 grammes de poudre d'extrait de plante Amidon de

maïs bio

0,8 gramme d'huile essentielle d'orange douce

Préparation :

Versez la cire d'abeille, l'huile de coco, le bicarbonate de soude et l'amidon de maïs dans un bol

Faites fondre la préparation au bain-marie à 75-80°C puis retirez du feu

Ajoutez l'huile essentielle d'orange puis mélangez

Ensuite, coulez la préparation encore liquide dans l'étui stick

Laissez refroidir 30 à 40 minutes au congélateur puis démoulez

Laissez reposer pendant 12 heures à température ambiante avant utilisation

Votre déodorant en stick pourra conserver au moins 6 mois, à condition de le préserver de la lumière et de la chaleur.



Le TNA dévoile les lauréats des concours pour enfants



Le théâtre national algérien Mahieddine-Bachtarzi (TNA) a dévoilé sur sa page Facebook la listes des lauréats des trois concours destinés aux enfants, organisés à la mémoire des regrettés hommes de théâtre, Ahcène Assous, Idriss Chekrouni et Abdelmalek Boussahel.

disparus en juillet 2021. Ainsi et pour le concours baptisé «Le petit narrateur» organisé à la mémoire du comédien et metteur en scène Ahcène Assous, ravi aux siens le 23 juillet dernier à l'âge de 72 ans, les histoires retenues aux trois premières places sont l'œuvre de, Ritedj Boufateh pour «Le roi boiteux et le dessinateur intelligent», suivie de Ranim Hadri pour «L'espoir, devise de la réussite» et Wissem Semahi pour «L'arbre triste et le gourbi».

nouvelle, dédié à la mémoire du comédien et metteur en scène Idriss Chekrouni, parti le 20 juillet 2021, a été remporté par Salah Eddine Baba Henni pour «L'équipe des petits médecins», suivi par Abdeldjalil Akram Bensari, pour «Sans titre» et Founa Malak Daoudi pour «Une attaque qui détruit le monde». La compétition du «Petit comique» organisée en hommage au comédien et metteur en scène Abdelmalek Boussahel, rappelé à Dieu le 29 juillet 2021 à l'âge de 56 ans, a consacré son podium à, Taqwa

Souri, suivie par Adem Hamizi et Achour Haoua Ayloul. S'adressant aux enfants de 6 à 15 ans, les trois concours ont été organisés autour de thématiques en lien avec la pandémie de la Covid-19, requérant pour les compétitions du «Petit narrateur» et du «Petit comique», l'enregistrement sur des supports en vidéos des histoires créées. Pour le concours de la «Meilleure nouvelle», les jeunes auteurs avaient à écrire une courte histoire ne dépassant pas les 500 mots.

Festival du Diwan à Aïn Sefra (Nâama) :

Une opportunité pour l'émergence de jeunes talents

Le 13ème festival de la musique et de la danse Diwan, qui se poursuit mardi à Aïn Sefra (wilaya de Nâama), est une opportunité de voir émerger de jeunes talents qui font preuve d'une maîtrise de cette expression artistique populaire répandue dans le sud du pays. Plusieurs groupes participant à cette manifestation ambitionnent de décrocher les premières places à l'issue de cette édition et prendre ainsi part au prochain festival international du Diwan, prévu à Bechar.

De jeunes artistes se sont appropriés des rythmes, des danses et d'anciens chants puisés du patrimoine ancestral pour proposer au public de véritables œuvres reconnues comme «Salamou» qui prône la paix dans le monde, «Sidna Blal», «Bouderbala», «Moulay Brahim», «Meghzaoua»,

«Daoui», et «Rassoul Allah». Ces œuvres sauvées de l'oubli sont un mélange des cultures **Africaine, arabo-musulmane et amazighe.**

La troupe folklorique «Sidi Blal» de Mascara œuvre à préserver la tradition de la musique Diwan, sa pérennité comme élément important de la culture nationale, a souligné son président Belarbi Benamar, poue qui la musique Diwan est d'un intérêt primordial et a connu une large audience et développement dans le milieu des jeunes.

Pour sa part, le Mâalem Kahouadji Mohamed et chef de la troupe «Ahab Kahouadji Amar» de Tlemcen a souligné «la nécessité de préserver cette musique en hommage aux anciens. Il s'agit également de la transmettre aux générations montantes car elle constitue un patrimoine immatériel bien

ancré dans la culture nationale». L'artiste a mis en exergue l'importance de mener des recherches autour des textes et d'encourager la création artistique dans ce domaine.

Benouis Abdou, membre d'une autre troupe participante au festival, a estimé, quant à lui, que les troupes formations créées ces dernières années ont impulsé une véritable dynamique à cet art, préservé des chants légués de génération en génération et utilisé des instruments de musique à l'instar du tambour, du karkabou et du goubri.

Il a insisté également sur la préservation des traditions liées à ce genre musical comme la fabrication d'instruments, de costumes et l'usage dans les chants de parlers africains comme le Bambara et le Haoussa répandus dans les pays du Sahel.

Le festival, prévu jusqu'à jeudi



prochain au stade «Arfaoui Mohamed» de Aïn Sefra, vise à mettre en lumière la diversité et la richesse culturelles qui distinguent les régions du pays, la promotion de cette danse populaire traditionnelle et la détection de jeunes talents. La manifestation culturelle a été marquée par des conférences traitant de sujets liés à cet art authentique ainsi que des expositions d'instruments

utilisés dans les différents genres musicaux du pays. Des sources historiques indiquent que le Diwan a fait son apparition au 17ème siècle au sein de confréries religieuses sous l'impulsion de joueurs de Goubri, un instrument de musique à cordes unique en son genre, rappelle-t-on.

«La vie d'après», de Anis Djaâd en compétition au Festival du film d'Amiens

Le long métrage de fiction «La vie d'après», du réalisateur Anis Djaâd a été sélectionné en compétition officielle du 41e Festival international du film d'Amiens (France), prévu du 12 au 20 novembre prochain, annonce l'équipe du film.

Sorti en 2021, «La vie d'après», premier long métrage du réalisateur relate l'histoire de Hadjer et de son fils qui tentent de se reconstruire une vie et de se reconstruire eux-mêmes.

Veuve élevant seule son enfant après le lâche assassinat de son

époux par un groupe terroriste, Hadjer se retrouve en proie à toutes les difficultés de la vie amplifiées par son nouveau statut social et sa condition modeste dans son village reculé de l'ouest du pays.

«La vie d'après» est également au programme des projections en hors compétition du Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (Fespaco) et devrait être projeté en décembre prochain à Alger.

Journaliste, scénariste et réalisateur, Anis Djaâd a signé

son premier court métrage, «Le hublot» en 2012 qui sera suivi en 2014 de «Passage à niveau» puis par «Le voyage de Keltoum» en 2016.

Avec ces trois courts métrage, le cinéaste a pris part à de nombreux festivals internationaux en Tunisie, en France, ou encore en Jordanie en plus de nombreuses manifestations en Algérie. Anis Djaâd est également l'auteur des romans «L'odeur du violon» et «Matins parisiens».





Aix-en-Provence :

Sur les traces d'un tableau de Winston Churchill mis aux enchères à Londres chez Christie's



L'une de ses précédentes œuvres, vendue par l'actrice Angelina Jolie, s'est envolée l'an dernier à plus de 8 millions d'euros. Plusieurs toiles de l'ancien Premier ministre britannique Winston Churchill seront de nouveau à l'honneur ce mercredi chez Christie's à Londres. Et plus particulièrement une représentant le fameux pont des Trois Sautets à Aix-en-Provence, peint avant lui par Cézanne. Son estimation ? Entre 1,7 million et 2,9 millions d'euros. « C'est énorme, c'est parce que c'est Winston Churchill, ce n'est pas tant la dimension artistique qui l'emporte », avance Bruno Ely, directeur du musée Granet à Aix-en-Provence.

Il connaît bien l'histoire de

ce tableau, car ce n'est autre que son grand-père qui a photographié Winston Churchill en train de le peindre. On est bien loin de l'image d'Épinal du peintre solitaire avec son chevalet dans la nature. « Il était entouré de gardes du corps, il y avait des genres de paravent pour le protéger des regards, une grande ombrelle pour le soleil », raconte-t-il. Nous sommes en septembre 1948, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, et Winston Churchill le libérateur est alors au sommet de sa gloire.

Le « Bleu Churchill »

« On va le recevoir quasiment royalement, poursuit Bruno Ely. Les musées d'Aix mettront en dépôt des œuvres d'art dans son appartement de l'hôtel du Roy René, alors le plus

bel établissement de la ville, où descendaient toutes les célébrités. On peut supposer que quelqu'un comme Winston Churchill, qui est un peintre amateur éclairé, connaît le travail de Cézanne. » Ce pont du XVIIe siècle est un motif récurrent chez le peintre provençal. C'est même l'un de ses premiers tableaux de jeunesse, rappelle le directeur du musée Granet, où une salle entière est dédiée au peintre. « Cézanne y revient à la fin de sa vie, quand il souffre de diabète et de la chaleur, et va se réfugier au bord de l'Arc », explique Bruno Ely.

Avec ce tableau du pont des Trois Sautets, Winston Churchill s'inscrit dans une partition connue : « C'est une peinture très figurative commente le directeur du musée. On sent que c'est quelqu'un qui a regardé les impressionnistes. Il n'est pas à la pointe de la création contemporaine quand il le peint. C'est très classique, presque conventionnel. » Winston Churchill en fait don en 1955 à son ami suisse et fabricant de peinture Willy Sax. Les deux hommes se rencontrent en 1946 à Zurich et leur amitié durera jusqu'à la fin de leur vie. Tous



deux, indique Christie's, avaient une « passion commune pour la peinture à l'huile ».

« Cette scène aurait également beaucoup plu à Willy Sax, car il était un pêcheur sportif passionné et la rivière entourant le pont des Trois Sautets était réputée pour sa pêche », écrit aussi la maison de ventes. Willy Sax mettra même au point un « Bleu Churchill ». Ce sont ses descendants qui aujourd'hui mettent en vente ce tableau peint à Aix-en-Provence.

Lors de sa venue à Aix-en-Provence en septembre 1948, le Premier ministre britannique Winston Churchill est allé peindre sur les traces de Cézanne.

Plusieurs années plus tard, il donnera le tableau à son ami suisse et fournisseur en matériel de peinture Willy Sax, il est toujours resté dans la famille depuis lors.

Le directeur du musée Granet, dont le grand-père a photographié Churchill en train de peindre, connaît bien l'histoire de ce tableau.

Marianne Catzaras au marché de la poésie à Paris et bientôt à Tunis

De quoi est faite la poésie? Comment pourrait-on la définir? « C'est sans doute de tous ces petits fragments qui font notre vie de tous les jours », souligne Marianne Catzaras, photographe et poète.

Marianne Catzaras ajoute: « Toute cette mémoire qui nous suit et nous poursuit et que l'on retrouve dans les textes de ceux qui écrivent où finitude et désir d'éternité se rencontrent, où douleur et bonheur s'accompagnent. C'est cela que nous retrouvons dans le livre de Marianne Catzaras publié aux éditions Bruno Doucey. Des mots mis ensemble qui racontent la ville, les ports, la mère partie trop tôt, les pays qui se superposent, les langues qui se confondent. Et les maisons ouvertes, entrouvertes



et fermées. C'est le titre énigmatique du recueil « J'ai fermé mes maisons. »

« Un livre pour faire entendre ce que les mots ne disent pas, un murmure, une histoire à peine.

La main qui ne peut attraper le nuage, des bateaux à quai, le silence des pierres... » écrit l'éditeur.

J'ai fermé mes maisons

« J'ai fermé mes maisons.

Une à une ce matin. Et je pars. Mes maisons celles d'hier. Et celles d'aujourd'hui. » Le poète regarde, entend, observe, lecteur et témoin du présent et du passé. Il écrit, il raconte avec ses fantômes, ses rêves et ses déchirures. »

Le livre est ponctué de photographies qui accompagnent les mots. Et comme pour amplifier le sens, comme pour tisser des liens entre les langues. Entre les êtres et les pays, entre le passé et le présent de l'écriture.

Chemins archéologiques, impasses provinciales, une femme se cache le visage sur ses images. La photographe reconnue, l'auteur a posé ses ancres sur des mots cette fois-ci. Et de conclure: « Un chemin triste dirait-on, sinueux et

transparent; mais d'une grande beauté. L'exil est sans doute la musique de fond de ce recueil. La Grèce et la Tunisie se retrouvent dans la langue française. Les îles dialoguent avec les villes. Le livre se fait l'écho de cette pluralité, une histoire de carrefours et de polyphonies. Une expérience de tous les jours où la parole résiste au silence.

« Combien de pluies faut-il pour laver les hommes, combien de cris pour calmer leurs douleurs, combien de maisons incendiées d'enfants assassinés... »

Un texte très fort habité par les turbulences identitaires parsemé de faits historiques, d'un attentat qui a fait l'actualité aux figures mythologiques célèbres qui voyagent.

Jamie Lynn Spears se fait rembarrier par l'œuvre de charité à qui elle voulait faire un don

L'argent a finalement une odeur et l'association caritative This Is My Brave le prouve. L'œuvre de charité, qui lutte contre la stigmatisation des maladies mentales, a tout bonnement refusé la promesse de don de Jamie Lynn Spears. La sœur de Britney Spears avait annoncé, en même temps que la sortie de son autobiographie, *Things I Should Have Said*, reverser les bénéfices de son livre à l'organisme.

« Nous vous avons entendue. Nous agissons. Nous sommes désolés envers quiconque se sent offensé. Nous déclinons le don provenant du prochain



livre de Jamie Lynn Spears », peut-on lire sur le post Instagram partagé par l'association, qui en rajoute une couche en légende, précisant que « This

Is My Brave a récemment été désignée pour recevoir les bénéfices du prochain livre de Jamie Lynn Spears » et qu'ils ont « pris la décision de décli-

ner l'offre de recevoir les profits des ventes de ce livre ».

#FreeBritney

L'organisme n'a pas détaillé les raisons de son refus, mais il intervient alors que Jamie Lynn Spears est tout autant dans la tourmente que son père à propos de la tutelle de Britney Spears. L'interprète de *Stronger* a porté des accusations non seulement sur Jamie Spears, mais aussi sur l'ensemble de sa famille pour avoir profité de sa célébrité et de sa fortune pendant treize ans en la laissant vivre un enfer au quotidien.

Par ailleurs, cet été, lorsque l'annonce de l'autobiographie de sa sœur a été faite, le titre

avancé était *I Must Confess*, une des paroles du hit *Baby One More Time*. Un choix qui avait fait hurler les militants du mouvement #FreeBritney, mais également Britney Spears en personne, qui dénonçait « l'hypocrisie » de son entourage. Si le titre a depuis changé (et que l'éditeur s'est défendu en expliquant précédemment que les informations dévoilées par la presse étaient « incorrectes et incomplètes »), Britney Spears a une nouvelle fois fait savoir son mécontentement sur l'autobiographie de sa sœur en s'en moquant la semaine dernière sur Instagram.

Céline Dion reporte le lancement de son show à Las Vegas

Céline Dion est contrainte de reporter le lancement de son nouveau spectacle à Las Vegas. La chanteuse « souffre de spasmes musculaires sévères et persistants qui l'empêchent de performer sur scène », fait savoir ce mardi la production dans un communiqué. Bien que suivie par son équipe médicale, « les symptômes qu'elle ressent ne lui permettent pas de participer aux répétitions ».

Selon les propos reportés par le communiqué, Céline Dion a « le cœur brisé par cette situation ». La star, qui travaillait sur ce nouveau show depuis huit mois se dit « désolée de décevoir tous les fans » qui avaient prévu de venir l'applaudir et exprime sa volonté de « [se] concentrer sur [sa] santé pour vite aller mieux ». « Je veux m'en sortir le plus rapidement



possible », affirme-t-elle.

Sa tournée mondiale doit reprendre en mars

Les représentations devaient avoir lieu au théâtre du Resorts World su 5 au 20 novembre et du 19 janvier au 5 février. Les titulaires de billets peuvent en demander le remboursement auprès des points de vente autorisés. Ils recevront un ac-

cès pour une prévente lorsque les nouvelles dates auront été fixées.

Le show de Las Vegas ne sera sans doute pas à l'affiche avant plusieurs mois car, le 9 mars, Céline Dion reprendra sa tournée mondiale *Courage* suspendue en raison de la pandémie de coronavirus.

Alyssa Milano a été arrêtée devant la Maison Blanche



C'est escortée par la police qu'Alyssa Milano est repartie de la manifestation pour la protection du droit de vote qui se tenait à Washington DC. L'actrice protestait avec d'autres militants devant la Maison-Blanche mardi dernier en faveur du *Freedom to Vote Act*.

« J'ai été arrêtée pour avoir demandé à l'administration Biden et au Sénat d'utiliser leur mandat afin de protéger le droit de vote. Rejoignez-moi et @peoplefor pour dire au Sénat et à la Maison-Blanche que le droit de vote ne devrait pas dépendre du lieu de résidence », a écrit l'ancienne star de *Charmed* sur son compte Twitter.

Le Sénat doit se prononcer ces jours-ci sur le *Freedom to*

Vote Act, qui veut simplifier l'inscription sur les registres électoraux et faire de l'élection un jour de congé

obligatoire. Lors de la dernière élection présidentielle américaine, certains électeurs – en général des quartiers défavorisés où vivent le plus souvent les minorités – ont dû faire la queue pendant des heures, devant ainsi manquer une journée de salaire. Des contraintes qui démotivent une partie de la population à se rendre aux urnes.

Si les Démocrates sont en faveur du *Freedom to Vote Act*, les Républicains ont menacé de faire obstruction, comme le relaye NBC News.



Vianney annonce la naissance de son fils

Vianney l'a annoncé sur Instagram : il est désormais papa. On savait sa compagne enceinte, puisqu'elle était apparue le ventre très arrondi en public, mais on ignorait encore la date du terme, que le chanteur avait gardée secrète. C'est ce mardi que l'interprète de *Pas là* a révélé la nouvelle à ses fans.

« Et si l'averse nous touche toi & moi, on la traverse à 2, à 3... à 4. Une petite merveille a fait irruption dans notre vie. La maman & notre petit bonhomme vont bien », a-t-il posté en légende d'une photo ado-



nable où on peut voir trois girafes et un zèbre brodés sur un tissu. Une image qui symbolise la famille qu'ils forment désormais puisque Catherine Robert est déjà maman d'une fille.

Dans son post, Vianney pour-

suit en remerciant ceux qui le suivent pour leur discrétion ces dernières semaines, alors que l'accouchement était imminent. « Partager avec vous ce bonheur me rend + heureux encore... Je sais que vous nous garderez l'intimité de ces instants & vous en remercie », a ajouté le coach de *The Voice*.

Une belle nouvelle saluée notamment par sa consœur de l'émission de TF1, Amel Bent. « Félicitations mon copain. Embrasse maman et les enfants », a posté la chanteuse en réponse à son message.

Ouverture du 1^{er} salon de l'Export, plus de 50 exposants au rendez-vous

Le 1^{er} salon de l'Export a ouvert ses portes, mardi à Boumerdes, avec la participation de plus de 50 exposants sous la supervision du ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, des autorités de la wilaya et de nombre de représentants du corps diplomatique accrédité à Alger. Dans une déclaration à la presse en marge de sa supervision de l'ouverture du salon destiné à l'exportation, M. Rezig a affirmé que ce salon qui sera couronné par la conclusion de conventions de coopération et de partenariat met en avant les «capacités et moyens humains et matériels dont dispose l'Algérie en matière

d'exportation». A l'occasion, le ministre a indiqué qu'un travail a été engagé avec différents secteurs ministériels et opérateurs concernés, en vue d'améliorer la commercialisation des produits nationaux à l'extérieur, à l'effet de parvenir à «atteindre un volume d'exportations acceptable». Le ministre a estimé que les produits exposés dans ce salon «est source de fierté pour la wilaya, d'autant qu'ils sont très prisés sur les marchés mondiaux, en témoigne la volonté des représentants du corps diplomatique de visiter les différents stands de ce salon», a-t-il dit.

Cette manifestation, organisée sur



la place faisant face au complexe olympique Djilali Bounaâma dans la ville de Boumerdes, est supervisée par le secteur du commerce, en coordination avec la Confédération algérienne du patronat (CAP) dans la wilaya, la chambre de commerce et d'industrie (CCI) du Sahel, du Centre arabe africain d'investissement et du Forum algérien de l'importation et

d'exportation. Outre les pavillons de diverses expositions, cette manifestation prévoit des ateliers techniques sur les mesures d'exportation, les négociations bilatérales, en vue de la promotion du produit local et le transport et ses contraintes, la simplification des procédures d'exportation, ainsi que l'organisation d'une journée d'études sur l'exportation. Cette manifestation cible, selon ses organisateurs, des opérateurs économiques désirant exporter leurs produits, des ambassadeurs et des attachés économiques de nombre de pays, des instances concernées par l'exportation, telles que les douanes et ALGERAX, le Conseil national

économique, social et de l'environnement (CNESE) et l'université de Boumerdes. Ce salon de trois jours a pour objectif de vulgariser les produits éligibles à l'exportation et consolider les moyens de la wilaya et de ses exportateurs, en vue d'accéder au monde de l'exportation et en vulgariser les procédures. L'organisation de cette manifestation tend également à œuvrer à la sélection des opérateurs, l'échange d'expertises et la recherche de mécanismes d'allègement et d'enlèvement de tous les obstacles et difficultés auxquels sont confrontés les opérateurs en matière d'exportation.

Air Algérie dévoile les horaires des vols à destination du Canada et de ses vols additionnels vers la Tunisie

La compagnie aérienne nationale Air Algérie a dévoilé mercredi ses vols additionnels à destination de la Tunisie et de ses vols vers le Canada.

En effet, Air Algérie va assurer à compter du 24 octobre courant des vols additionnels à destination de Tunis tous les mercredis et dimanche.

Tous les mercredis, jeudis et samedis, Air Algérie va assurer



des vols Alger-Montréal et tous les mercredis, vendredis et dimanches Montréal-Alger et ce à compter du 26 octobre, a précisé la compagnie mercredi dans un communiqué.

Qualité de services : L'ARPCE lance le «3333» pour le grand public et les professionnels

L'Autorité de régulation de la Poste et des communications électroniques (ARPCE) a mis à la disposition du grand public et des professionnels un numéro court «3333», dans le cadre de l'amélioration de la qualité de ses prestations de services. Ce numéro permet de router les appels en fonction de la demande de l'appelant vers la direction concernée par sa requête, indique un communiqué de l'ARPCE.

Pour toute information concernant l'homologation, la numérotation, la plainte en brouillage, les équipements et logiciels d'encryptions et les fréquences radioélectriques,

il faut demander la direction technique, en composant le numéro «1».

Pour toute information relative aux services centre d'appels (Call Center), les services de fourniture d'accès internet, les services VOIP, Audiotex, Hébergement et stockage en Cloud Computing et les services de Géolocalisation, l'intéressé doit demander la direction des opérateurs et prestataires de services, en composant le numéro «2».

S'agissant de la direction de la Poste, il faut demander utiliser le «3» pour toute information concernant l'Autorisation d'exploitation des services postaux et le



Certificat d'enregistrement pour l'exploitation des services postaux.

Pour toute réclamation relative aux services des communications électroniques, l'intéressé doit composer le «4» pour demander le département de protection des droits des abonnés, précise l'ARPCE.

Accidents de la route : 40 morts et 1422 blessés en une semaine

Quarante personnes (40) sont mortes et 1422 autres ont été blessées dans 1183 accidents de la circulation survenus entre le 10 et le 16 octobre à travers le territoire national, indique mercredi un bilan de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Bouira où 4

personnes sont décédées sur le lieu de l'accident et 28 autres ont été blessées dans 34 accidents.

Par ailleurs, 1194 incendies urbains, industriels et autres ont été éteints suite à 1621 interventions dont les plus importantes ont été enregistrées au niveau de la wilaya d'Alger avec 206 interventions pour l'extinction

de 160 incendies.

Concernant les activités de lutte contre la propagation du coronavirus (Covid-19), 320 opérations de sensibilisation ont été effectuées à travers 58 wilayas et 175 opérations de désinfection générale à travers 58 wilayas ayant touché l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles.

